



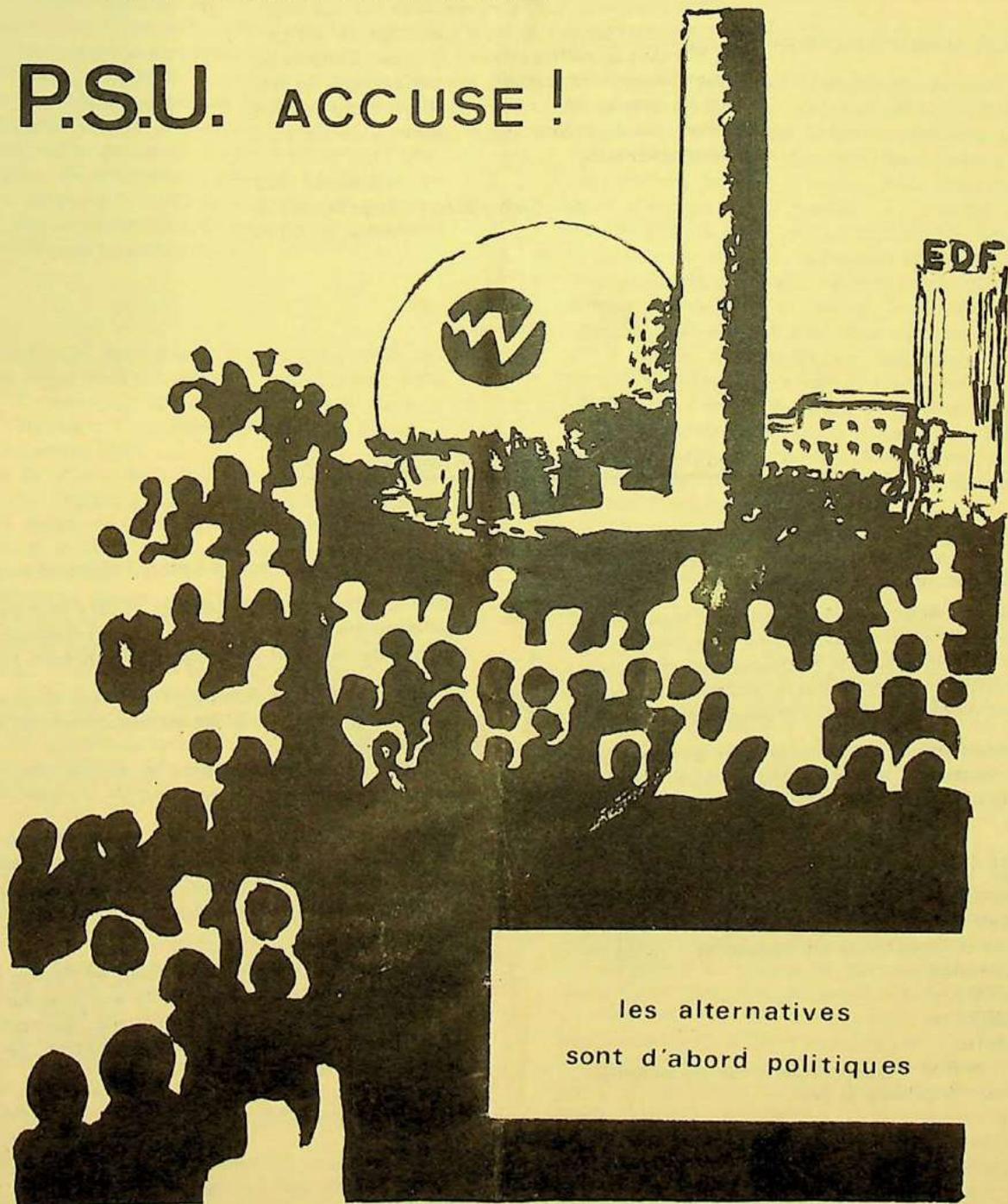
# Documentation

Edité par le Service formation du P.S.U.

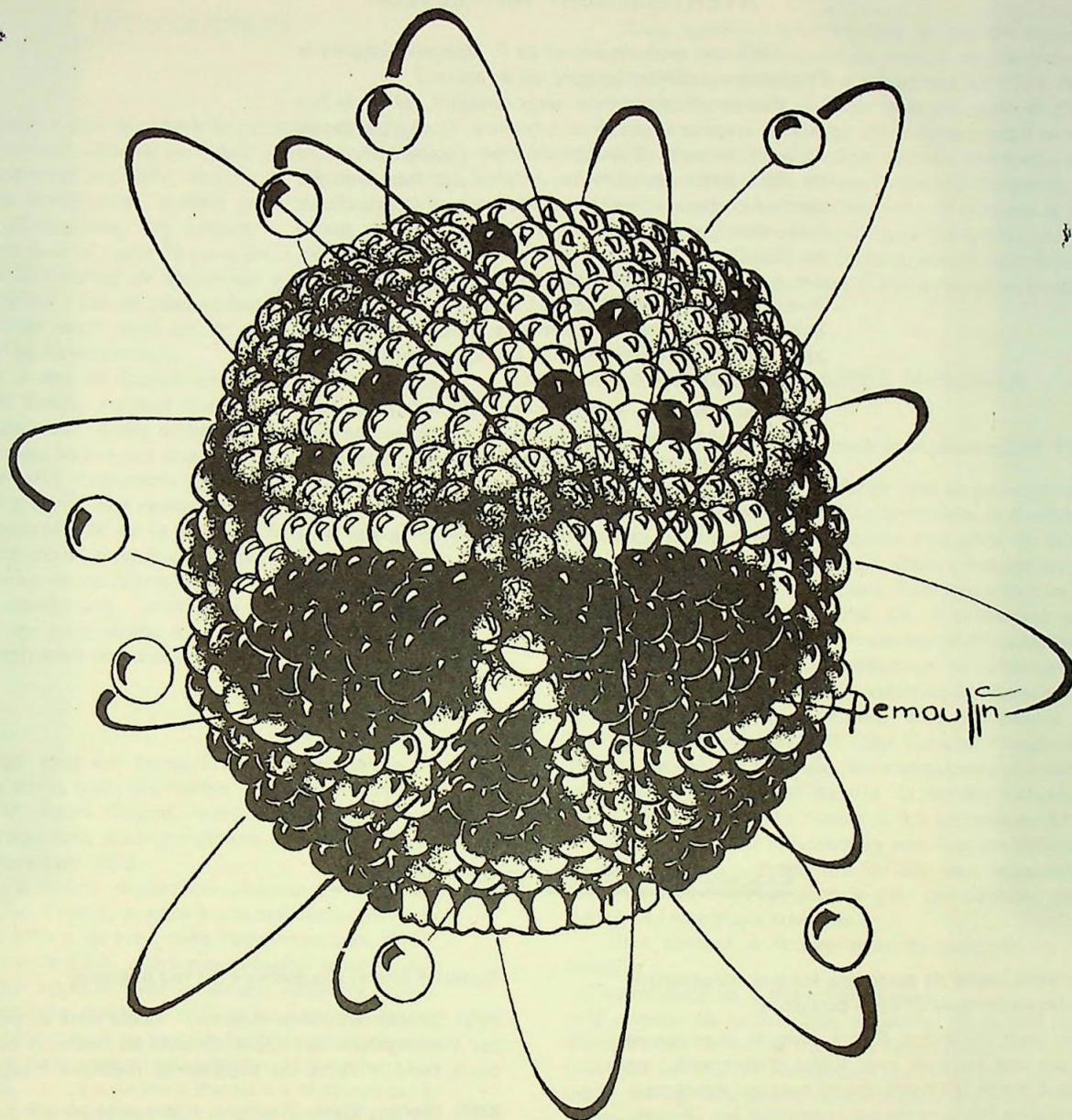
N°116-117-  
118  
Février  
1977  
Prix: 6F

## ELECTRO-NUCLEAIRE: LE P.S.U. ACCUSE !

série: le capitalisme aujourd'hui



les alternatives  
sont d'abord politiques



**PSU** DOCUMENTATION

série CAPITALISME ET SOCIALISME

ELECTRO-NUCLEAIRE:  
LE P.S.U. ACCUSE !

n° 116 - 117 - 118

fev. 1977 (REEDITION)

prix: 6 f

## AVERTISSEMENT AU LECTEUR

*Trois ans après le décret de P. Messmer, lançant le Programme nucléaire français, où en est-on ?*

*Essayer de répondre à cette question, tel est le but que se propose la présente brochure. Fruit d'un travail collectif au sein de la Commission Écologie-Nucléaire du PSU, cette brochure ne prétend pas tout dire. En particulier, pour alléger le texte, certains éléments d'analyse n'ont pas été répétés. On se référera avec profit au PSU-Documentation numéros 103, 104, 105 : *Électro nucléaire et développement capitaliste* (Ed. Syros, 9, rue Borromée - 75015 Paris), dont on peut considérer que cette brochure constitue une suite et une mise à jour. On lira aussi avec intérêt « *Écologie et autogestion* », par Michel Mousel, Éditions Syros.*

*Cette brochure, « Electro-nucléaire : le P.S.U. accuse » ne constitue pas la fin d'une réflexion. Au contraire, elle doit permettre d'ouvrir le débat. Certains sujets qui n'ont pas été abordés, tels par exemple les problèmes de reconversion d'EDF, du CEA et des secteurs industriels liés au programme nucléaire, le seront dans une prochaine étude.*

4 février 1977

p/la Commission Écologie-Nucléaire,  
Michel MARTIN

### Explication de quelques termes techniques

**KW** : kilo watt, unité de puissance (ce que consomment 10 ampoules électriques de forte puissance)

**KWe** : kilo watt électrique. Sert à désigner la puissance produite par une centrale sous forme d'électricité ; en opposition à Kwth (kilowatt thermique) qui est la puissance thermique consommée par la centrale (ex : Fessenheim consommera 2676 Kwth et produira 920 Kwe).

**Kwh** : kilowatt heure. Unité de travail ou d'énergie. C'est l'énergie nécessaire à l'alimentation d'un appareil consommant 1 kw pendant 1 heure (ou 10 kw pendant 6 minutes).

**Tep** : Tonne d'équivalent pétrole.

**Tec** : Tonne d'équivalent charbon

Ces deux unités expriment en équivalent thermique l'énergie correspondant à la combustion de 1 tonne de pétrole ou de charbon.

1 Tep = 4.500 Kwh

1 Tec = 3.000 Kwh

1 Tep = 1,5 Tec

Méga (M) = préfixe multipliant par 1 million les unités.

ex. : 2 M Tep = 2 millions de Tep.

Types de filières auxquelles il est fait référence :

**PWR** (pressurised Water Reactor) : filière mise au point par Westinghouse aux USA. Ce sont les réacteurs construits dans le cadre du programme nucléaire français.

**BWR** (Boiling Water Reactor), filière mise au point par General Electric. Cette filière est abandonnée en France au profit de PWR.

PWR et BWR constituent les filières dites à eau légère.

**Graphite Gaz** : filière dite « française » mise au point par le CEA, abandonnée par le Général de Gaulle en 1969 au profit des filières américaines. Quelques tranches fonctionnent en France actuellement de façon industrielle.

**Surgénérateur** : filière mise au point en France par le CEA. Actuellement, Phénix est le seul réacteur (250 MWe) fonctionnant de façon industrielle... quand il n'est pas en panne. Super-Phénix, s'il est construit, sera son grand frère de 1.200 MWe.

## INTRODUCTION

« Partout dans le monde le nucléaire est attaqué et, le plus souvent, régresse ou même disparaît. Aux États-Unis, l'industrie nucléaire, victime de règlements et de structures inadéquates, victime aussi des attaques des groupes écologiques, est bloquée : déficit prévisible d'uranium naturel ; plus de commande de centrales ; pas de relais aux usines de séparation isotopique actuellement saturées ; pas de perspective de retraitement des combustibles avant trois ans au moins ; pas d'horizon réel pour les surgénérateurs.

Que ce soit en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Suède, partout des blocages et des échecs apparaissent, dus à des difficultés financières ou techniques et plus encore aux attaques des écologistes...

Enfin plus récemment, la politique nucléaire internationale a connu une évolution dans laquelle se mêlent aux préoccupations de la non-prolifération des armes, des motifs moins avouables. La pièce centrale en serait l'interdiction du retraitement, pour de nombreuses années par conséquent, l'arrêt de la production du plutonium et des surgénérateurs. A moyen terme, ce serait même l'arrêt total du nucléaire. »

De qui sont ces lignes ? D'un anti-nucléaire qui prend ses désirs pour des réalités ? Point du tout. Elles sont de M. André Giraud, Administrateur général du C.E.A., s'adressant à ses personnels dans les *Échos du CEA* de novembre 1976.

Dans la même déclaration cependant, M. Giraud précise qu'en France, « grâce à une politique cohérente, grâce aux efforts de tous, dans l'administration, l'EDF, l'industrie et le CEA, notre pays possède actuellement la meilleure position dans le secteur nucléaire civil ». Il doit pourtant ajouter : « Dans ce contexte économique et politique, il ne sera pas facile de développer ou simplement de maintenir nos positions. La contestation s'enhardira... ». La solution s'impose : « Il faudra serrer les rangs ». Et si par malheur cela ne suffisait pas, M. Giraud connaît à l'avance les responsables de nos échecs. Ce sont les travailleurs qui ont fait grève à la Hague, ceux « qui discréditent à l'extérieur... l'énergie nucléaire ou les installations du CEA, ou ses programmes ou ses résultats. »

Pour un défenseur de la politique du « tout nucléaire », c'est une façon bien pessimiste de célébrer le troisième anniversaire du programme Messmer. Il y aura en effet 3 ans, le 4 mars 1977, que le gouvernement français décidait d'abandonner la politique du « tout pétrole » et de se lancer à « marche forcée » dans la politique du « tout nucléaire ». Les défenseurs de cette politique — dont M. Giraud — nous demandaient à l'époque de leur faire confiance : « la technologie nucléaire est au point ; c'est la seule qui puisse remplacer le pétrole pour les trente ans qui viennent ; d'ailleurs tous les pays industriels ont des programmes nucléaires importants. »

Comment est-on venu des paroles rassurantes d'il y a trois ans au pessimisme actuel ? Que s'est-il passé depuis cette date ? Où en est-on aujourd'hui ? Nous voudrions ici répondre à ces questions.

Nous rappellerons brièvement les grandes lignes du programme de développement massif de l'électro-nucléaire en France, tel qu'il a été adopté en 1974. Nous tenterons d'en dresser un bilan trois ans après et d'analyser ensuite les perspectives de la lutte contre ce programme. Quelle est la stratégie actuelle des forces économiques et politiques qui veulent nous imposer le nucléaire à marche forcée ? Comment se présente le rapport de forces ? Une autre politique énergétique est-elle possible ? Quel type de développement économique et de société proposons-nous ? Quelles sont les propositions du P.S.U. ?

## I. LE PROGRAMME MESSMER

### A. Le politique énergétique française avant 1974

Dans les années 60, la grande idée du gouvernement du général de Gaulle, c'est la *compétitivité de l'industrie française confrontée aux industries étrangères du fait de l'ouverture du Marché commun*. Dans cette optique de l'abaissement des prix de revient, il est important de disposer d'énergie à bon marché. Or, il existe une solution miracle : le *fuel*. C'est un sous-produit du raffinage du pétrole, orienté vers la production de carburant. Le développement de l'industrie automobile nécessite des quantités croissantes d'essence, d'où l'existence de *stocks considérables de fuel*. Pour s'assurer l'hégémonie sur le marché de l'énergie, les compagnies pétrolières vont donc pouvoir casser les prix : la thermie fuel qui valait 1 centime en 1964 tombe à 0,5 centime en 67-69 et de bons experts prévoient la stabilisation définitive à 0,35 centime... (rappelons qu'elle vaut aujourd'hui dix fois plus !). C'est donc le prix qui décidera de la politique énergétique française.

Cela conduit à la politique du tout pétrole qui entraîne :

- l'accélération de la régression minière,
- la révision de la politique nucléaire. On décide donc d'abandonner la filière française Graphite-gaz et de démanteler le CEA (filialisation, privatisation). On démarre un premier programme nucléaire d'environ 1500 Mégawatts par an sous licence Westinghouse. Il était dangereux, disait-on, afin de faire réfléchir les producteurs de pétrole, de subordonner la production d'énergie à une seule source. Il fallait d'autre part placer l'industrie française dans la concurrence internationale dominée par la technologie américaine.
- disposant du fuel, source d'énergie à bon marché, l'EDF pousse à la consommation et lance le slogan du « tout électrique ».
- il n'est pas question de développer les énergies alternatives renouvelables : solaire, géothermie. On se garde bien de révéler l'existence de sources d'eau chaude découvertes au hasard des forages pétroliers !

Après dix ans du « tout pétrole », la guerre du Kippour en 1973 suffira à faire basculer d'un seul coup la politique énergétique française vers le « tout nucléaire ». Or, les mêmes hommes qui décidaient hier continuent de décider aujourd'hui. Ils le font dans le secret des états-majors politico-industriels, sous la pression des lobbys hier pétroliers, aujourd'hui sidérurgiques. Pendant ce temps les experts, économiques ou autres, occupent la scène, quitte à se contredire à quelques années de distance.

## B. Les décisions de mars 1974

Elles ont été prises au Conseil des ministres du 4 mars 1974. Voici ce qu'en écrivait *Le Monde* du 22 novembre 1974 :

*« Le Président Pompidou était gravement malade. Face au délégué général à l'énergie et au ministre plaidant le dossier d'EDF, il n'y avait personne. M. Poujade qui aurait pu défendre l'environnement venait d'être remplacé 48 heures plus tôt. Son successeur M. Peyrefitte était sans armes. C'est finalement le Premier ministre qui tranche. La France accélérera la construction de centrales et se lancera à l'horizon 2000 dans le tout électrique — tout nucléaire ».*

Cette décision autorisait EDF à démarrer la construction de 6 réacteurs de 900 Mwe en 74 et de 7 en 75.

La même logique a conduit à décider, le 10.2.75, la mise en chantier de 12.000 Mwe en 76-77, et au prin-

temps 76 la construction du Super-Phénix, un surgénérateur de 1200 Mwe. Comme les réserves d'uranium traduites en kwh produit sont du même ordre de grandeur que celles du pétrole, la seule façon de donner un sens au programme Messmer dans dix ou quinze ans est de le faire déboucher sur les surgénérateurs qui sont censés multiplier la valeur énergétique des réserves d'uranium par au moins 50, au prix de risques accrus que le gouvernement français accepte de prendre à ce jour.

Au 1er janvier 1976, il y avait donc 21 réacteurs en construction, représentant 19.600 Mwe et 20.000 Mwe en option.

Les tableaux ci-dessous montrent l'évolution en France de la consommation d'énergie et de la production d'électricité de 1950 à 1985. Les chiffres de 1980 et 1985 sont ceux que prévoyait le gouvernement en 1975.

Évolution de la consommation d'énergie primaire  
(en millions de tonnes équivalent pétrole)

Source d'énergie	1950	1960	1970	1973	1980	1985
Charbon	43,5	47	38	30	32	30
Pétrole	10,3	26,8	86	116	121	96
Gaz	0,2	3	11	15	26	37
Électr. hydraulique	4,4	10,7	12,5	11	13,5	14
Électr. nucléaire	0	0	0,2	3	17,5	60
Énergies nouvelles	0	0	0	0	0	3
Total :	58,4	87,5	147,7	175	210	240

Évolution de la production d'électricité  
(en milliards de kwh)

Source d'énergie	1950	1960	1970	1973	1985
Charbon	17,2	21,3	38,2	29,4	35
Fuel	0	2,9	28,8	68	6
Gaz	0	7,8	11,8	15,6	11
Hydraulique	16,2	40,3	56,5	47,5	63
Nucléaire		0	5,1	14	270
Total :	33,4	72,3	140,4	174,5	385

### Commentaires :

— en 1950, l'énergie provient essentiellement de ressources nationales (charbon, hydraulique). De 1960 à 1973, mise en place de tout pétrole qui représente à cette dernière date les deux tiers de l'énergie primaire. De 1973 à 1985, l'essentiel de l'augmentation d'énergie repose sur le nucléaire, donc sur l'électricité. Cette tendance devrait conduire à ce qu'en l'an 2000, 40 à 50 % de l'énergie provienne du nucléaire. C'est en ce sens que l'on peut parler de « tout électrique », « tout nucléaire ».

— les prévisions gouvernementales de 1975 sont établies par l'hypothèse d'une croissance de la production de 5 % l'an environ. A noter que pour la première fois on envisage des économies d'énergie : une façon de reconnaître que le « tout pétrole », énergie bon marché, conduisait au gaspillage.

— enfin il faut souligner qu'il s'agit en l'occurrence d'un modèle de décision « démocratique », sans examen, sans débat contradictoire, sans consultation... ! C'est ce que certains appellent justement « le fait accompli technocratique ».

### C. Qui a défini les grands axes de la nouvelle politique énergétique ? A la suite de quel processus ?

La réponse paraît simple: le gouvernement Messmer. A-t-il pris conseil ? Bien sûr, il a suivi les avis de la Commission P.E.O.N. (Production d'électricité d'origine nucléaire). On pense à un groupe d'experts, à une commission parlementaire du type britannique ou américain, où toutes les opinions seront représentées. Or, quelle est la composition de la Commission PEON ?

- On y trouve :
- des membres de droite représentant l'administration (Plan, délégation à l'Énergie), la CEA (Giraud, etc.), l'EDF (Boiteux, etc.).
- des membres nommés : 7 représentants de l'administration (EDF, CEA, 2 représentants des Finances, etc.), 10 représentants du secteur industriel : les PDG de Creusot-Loire, CGE, Péchiney, CEM, Alstom, Schneider, Balcoke, ... toutes entreprises directement intéressées au développement du programme électro-nucléaire. Pas le moindre parlementaire, pas le moindre contestataire.

Comme dit *Le Monde* de février 1976 : « Rappelons que dans le passé la plupart des recommandations de la commission PEON ont été approuvées par le pouvoir politique ».

Des décisions aussi importantes que celles concernant la croissance économique, le plein-emploi, l'indépendance énergétique du pays sont ainsi prises d'après les avis d'une commission qui institutionnalise un groupe de pression.

Par contre, on estime que ces décisions n'ont pas besoin d'être discutées par le Parlement et on évite tout débat dans la presse, à la télévision et dans l'opinion publique. L'affolement consécutif à la crise de l'énergie pouvait à la rigueur expliquer un tel comportement en mars 74. Mais depuis ? Le Parlement a consacré quelques heures au programme en mai 1975 sans vote et à la va-vite, à la veille des vacances parlementaires !

La pression des opposants au nucléaire (écologistes, organisations politiques), l'intervention de milieux scientifiques (appel des 400) ont obligé la presse à entrouvrir le dossier. La télévision, quant à elle, n'a organisé qu'un seul débat contradictoire, espérant sans doute avoir rempli sa mission d'information.

Sur les sites, l'EDF emploie la même tactique : décision secrète le plus longtemps possible, appel à la confiance des populations dans les affirmations des experts, très peu de débats contradictoires.

Le même processus avait été utilisé pour décider la politique du « tout pétrole ».

### D. Le rôle d'E.D.F.

Le rôle que joue EDF dans le programme Messmer mérite qu'on s'y arrête car il est parfois très particulier : — les experts financiers du Service des Etudes économiques générales apprécient la rentabilité de diverses sources d'énergie. Ils ont précipité la recession du charbon. Ils estiment le niveau de croissance énergétique souhaitable pour la France : « prévoir 10 TEC par tête pour les Français de l'an 2000 n'a rien d'extraordinaire ; l'Américain moyen, noir ou blanc, riche ou pauvre, consomme déjà 13 TEC par tête ». (Déclaration de M. Boiteux à *l'Express*).

De toute façon, EDF ne risque guère de démenti : « Aucun service de l'État n'est outillé pour vérifier les

calculs d'EDF présentés comme des résultats indiscutables de modèles économiques complexes ». (Citation de l'Institut Economique et Juridique de l'Énergie). — Les ingénieurs d'EDF décident de la forme d'énergie que la machine économique française doit consommer : l'électricité. D'où la politique du « tout électrique » et le développement du chauffage électrique intégré.

— Les ingénieurs d'EDF ont étudié les sources d'énergie alternatives : solaire, éolienne. L'EDF conclut que le solaire ne peut être une énergie de rechange avant trente ans. Tant qu'on n'y mettra pas plus de moyens de recherche (4 ingénieurs / an), le contraire serait étonnant ! — C'est EDF qui défend le programme électro-nucléaire devant l'opinion publique.

• Au plan national, c'est EDF qui intervient auprès des medias, des groupes parlementaires, dans les débats.

• Au niveau des sites, ce sont encore les ingénieurs de l'EDF qui promènent les élus locaux, qui montent sur les estrades face aux écologistes, aux scientifiques, aux syndicalistes, aux militants politiques, aux populations locales qui refusent le nucléaire. Si EDF se charge d'une tâche aussi peu plaisante, c'est afin d'accréditer l'idée que le choix nucléaire est purement technique, que c'est une affaire d'experts, de spécialistes, difficile à comprendre pour le non-initié qui doit se contenter de faire confiance.

— EDF est Maître d'œuvre. C'est elle qui passe la commande, qui assurera l'exploitation, et donc qui essuiera les plâtres s'il y a des incidents, si la durée de vie ou la disponibilité ne sont pas ce qui est prévu. Pour les firmes multinationales, comment trouver un meilleur paravent qu'une entreprise nationalisée, un service public épaulé par la puissance de l'État ? Un paravent très compréhensif qui appuie de tout son poids et de toute son expérience le « petit » Framatome chaque fois qu'il en a besoin. Il n'est pas jusqu'à l'exportation des centrales nucléaires qui ne reçoive l'appui d'EDF : Framatome les fabrique, mais sous la caution industrielle d'EDF !

Pour le financement enfin, qui pourrait mieux qu'EDF lancer des emprunts massifs sur les marchés financiers internationaux au point que l'endettement de la maison commence à effrayer l'État lui-même.

— Enfin on peut se demander si EDF ne sert pas aussi de Père Fouettard. La façon dont les Bretons, qui ont refusé rigoureusement toute implantation de centrales, se sont vus priver d'électricité, un certain soir de novembre, permet au moins de se poser des questions.

Ce rôle d'EDF semble singulièrement vaste pour une entreprise nationalisée qui ne dispose juridiquement que du monopole de transport et de la distribution de l'électricité (et non de sa production). C'est un exemple à méditer à l'heure où l'on parle beaucoup de nationalisations comme une fin en soi. Mais nous reviendrons sur ces questions fondamentales dans le chapitre consacré aux propositions du P.S.U.

## II. LE BILAN DU PROGRAMME MESSMER

### A. Le point sur le programme Messmer

#### 1. ASPECTS TECHNIQUES

##### a) Le construction des centrales prend du retard

La première centrale PWR de 900 Mwe construite en France (Fessenheim I), qui devait servir de prototype aux 22 centrales actuellement en projet, n'a toujours pas démarré : elle a deux ans de retard. La deuxième (Bugey II) suit le même chemin : il n'est pas prévu qu'elle démarre avant 1978.

Les causes de ces retards ? Elles sont multiples. Elles peuvent se résumer en ceci : difficultés de maîtriser une technologie importée, mal dominée aux USA. Framatome bute sur les mêmes difficultés techniques que les constructeurs américains : le dernier incident de Fessenheim (manchette thermique qui se dessoude - Voir *la Gazette Nucléaire* N° 4) avait déjà immobilisé la centrale d'Indian-Point en 1970 pendant 7 mois.

Conséquences ? On peut affirmer dès maintenant que l'objectif fixé en 1974 — que le nucléaire couvre en 1985, 25 % de la production d'énergie primaire — ne sera certainement pas atteint. Les constructions vont traîner en longueur, et ceci d'autant plus qu'il n'y a qu'un seul constructeur : Framatome.

##### b) L'approvisionnement en uranium enrichi est difficile à court terme, aléatoire à long terme.

Les centrales PWR brûlent de l'uranium enrichi. Actuellement, seuls les Etats-Unis (et dans une moindre mesure l'URSS) possèdent des usines d'enrichissement. La France a décidé de construire sa propre usine — Eurodif — qui fonctionnera en... 82 ? 85 ? Nul ne peut le dire actuellement.

D'ici-là, il faudra passer sous les fourches caudines des Etats-Unis :

- Accepter leurs conditions.

« Quant aux dernières conditions imposées par l'USAEC (Commission américaine de l'énergie atomique) au début de l'année 1973, elles sont réellement draconiennes :

- désormais, l'uranium enrichi que requiert l'alimentation d'un réacteur déterminé devra être commandé huit ans avant la livraison de la première charge ;
- un acompte de 33 % sera versé par fractions au cours des trois années précédant la première livraison ;
- enfin, l'USAEC aura le droit de refuser toute commande dès lors que sa capacité de production aura été saturée. »

Journal Officiel du 24.9.74, p. 1291

■ Subir un certain nombre de pressions politiques. On a appris en décembre 1976 que les Etats-Unis avaient suspendu leurs livraisons d'uranium enrichi à l'Europe depuis six mois pour « des raisons administratives ». Raisons administratives ou raisons politiques ? Les Etats-Unis ne veulent-ils pas obliger l'Allemagne et la France à stopper leurs ventes d'installations nucléaires (usines de retraitement, centrales) à l'étranger ? Et pour que les choses soient bien claires, *Le Monde* ajoutait : « *Le Canada attend pour reprendre ses livraisons d'uranium naturel, que les pays de la Communauté souscrivent à des contrôles rigoureux* ».

De toutes manières, pressions politiques ou pas, les approvisionnements en uranium seront difficiles à court terme.

« *Et il faut bien voir que les capacités d'extraction de cet uranium sont actuellement loin de pouvoir fournir la demande : telles qu'elles existent actuellement, les capacités de production dans le monde seront déficitaires dès 1977.* »

M.P. Taranger,  
Directeur des Productions  
au Commissariat à l'Énergie Atomique  
(Article paru dans la Revue Française de l'Énergie)

Les perspectives d'approvisionnement en uranium à long terme ne sont pas plus brillantes. Comme tous les combustibles fossiles, l'uranium n'existe qu'en quantité limitée et même très limitée.

Dans son rapport annuel de 1975, l'Agence d'approvisionnement d'Euratom « arrive à la conclusion qu'à partir de 1979-80, les besoins croîtront constamment jusqu'en 1985 ; la plus grande partie de ces besoins ne sont actuellement couverts ni par des contrats de fourniture à long terme, ni par des réserves d'uranium connues dont peuvent encore disposer les producteurs de la Communauté.

« *Etant donné qu'environ 90 % des besoins en uranium de la Communauté seront couverts par les pays tiers, le rapport prévoit qu'une des tâches essentielles sera de protéger les entreprises communautaires opérant dans ces pays tiers contre les risques politiques et de les aider à prospecter et à extraire l'uranium.* »

Enerpress N° 1633

L'allusion à un « colonialisme de l'uranium » n'est même pas masqué. Evidemment, une telle situation de pénurie fait monter les prix :

« *En 1975, le marché de l'uranium naturel a nettement été un marché de vendeurs caractérisé par une augmentation rapide et continue des prix. On ne décèle actuellement aucun indice laissant prévoir une stabilisation des prix (...).*

« *Au cours de l'année 1975, le prix de l'uranium a doublé et tout laisse supposer que cette tendance va se poursuivre.*

« *Cependant l'aspect économique est le plus important. Mentionnons la forte augmentation du coût de construction des centrales et le prix du combustible qui, si la hausse rapide se poursuit, pourraient remettre en question la rentabilité de l'énergie nucléaire.* »

Agence d'Approvisionnement  
d'Euratom  
Rapport annuel (Enerpress N° 1633)

On ne peut être plus clair ; le Kwh « nucléaire » va rejoindre au galop le Kwh « Fuel », selon un certain mécanisme « libéral » bien connu.

« *En l'absence de surgénérateurs, l'augmentation du prix de l'uranium pourrait ainsi très vite absorber une forte partie ou même la totalité de la différence qui existe actuellement entre le coût du Kwh d'origine nucléaire et celui d'origine fossile.* »

P. Zaleski (Directeur de Technicatome)  
et J. Chermanne

Les surgénérateurs apparaissent donc comme la solution pour résoudre l'approvisionnement en uranium à long terme. Nous avons vu qu'ils multiplient théoriquement les réserves d'uranium par 50 environ. Est-ce donc la solution d'avenir ? C'est que l'on affirmait très

fermement en 1974. Depuis, les choses sont apparues plus complexes et surtout plus inquiétantes pour les défenseurs du programme.

### c) Le surgénérateur est un nouveau Concorde

Se lancer à marche forcée dans le « tout nucléaire » n'a de chance que si les centrales PWR actuelles sont rapidement relayées par les surgénérateurs. Sinon, à quoi bon faire des investissements coûteux si l'on risque de manquer de combustible d'ici 15 à 20 ans ?

Mais les surgénérateurs soulèvent toute une série de difficultés qui ne sont actuellement pas résolues :  
— Les surgénérateurs présentent des risques spécifiques, considérablement plus importants que les réacteurs nucléaires actuels : risques d'explosion nucléaire (baptisée pudiquement excursion), risques liés au sodium (qui sert de fluide caloporteur), au plutonium. Sur les sept surgénérateurs qui, à ce jour, ont produit industriellement de l'électricité dans le monde, trois ont eu des incidents sérieux. On ne peut donc prétendre que la technique soit bien dominée. Le prototype Phénix vient de tomber en panne (fuite de sodium). Il est arrêté pour six mois, disent les optimistes, un an prétendent les pessimistes.

— Les surgénérateurs brûlent du plutonium. Ce corps n'existe pas dans la nature. Il faut l'extraire de combustibles irradiés. Et il en faut des quantités importantes : 4 tonnes dans Super-Phénix. Or, il y a une crise mondiale de retraitement : aucune usine au monde n'est actuellement capable de retraiter des quantités industrielles de combustibles irradiés.

— Le plutonium peut être facilement utilisé pour fabriquer une bombe atomique : une dizaine de kilos suffisent. Développer industriellement les surgénérateurs, c'est entrer dans la société du plutonium ; c'est augmenter considérablement les risques de la prolifération de l'arme nucléaire. Conscients de ces risques, Ford d'abord, Carter maintenant font tout pour bloquer la vente des usines de retraitement. Cela condamne le développement de surgénérateurs aux États-Unis et donc évidemment dans le monde. Comme dans le cas de Concorde, la France se retrouve seule à développer une technologie très coûteuse et sans avenir.

— Des doutes sérieux ont été soulevés sur la rentabilité économique des surgénérateurs : aucune estimation sérieuse ne peut actuellement être faite. Malgré cela, on fonce. Plus grave : il a même été montré (rapport Poincaré rédigé par les « Amis de la Terre ») que les surgénérateurs arriveront trop tard pour relayer les centrales PWR quand les réserves d'uranium seront épuisées : il aurait fallu que ce soit Raymond Poincaré qui lance la construction de Super-Phénix pour que le relai se fasse sans a-coup.

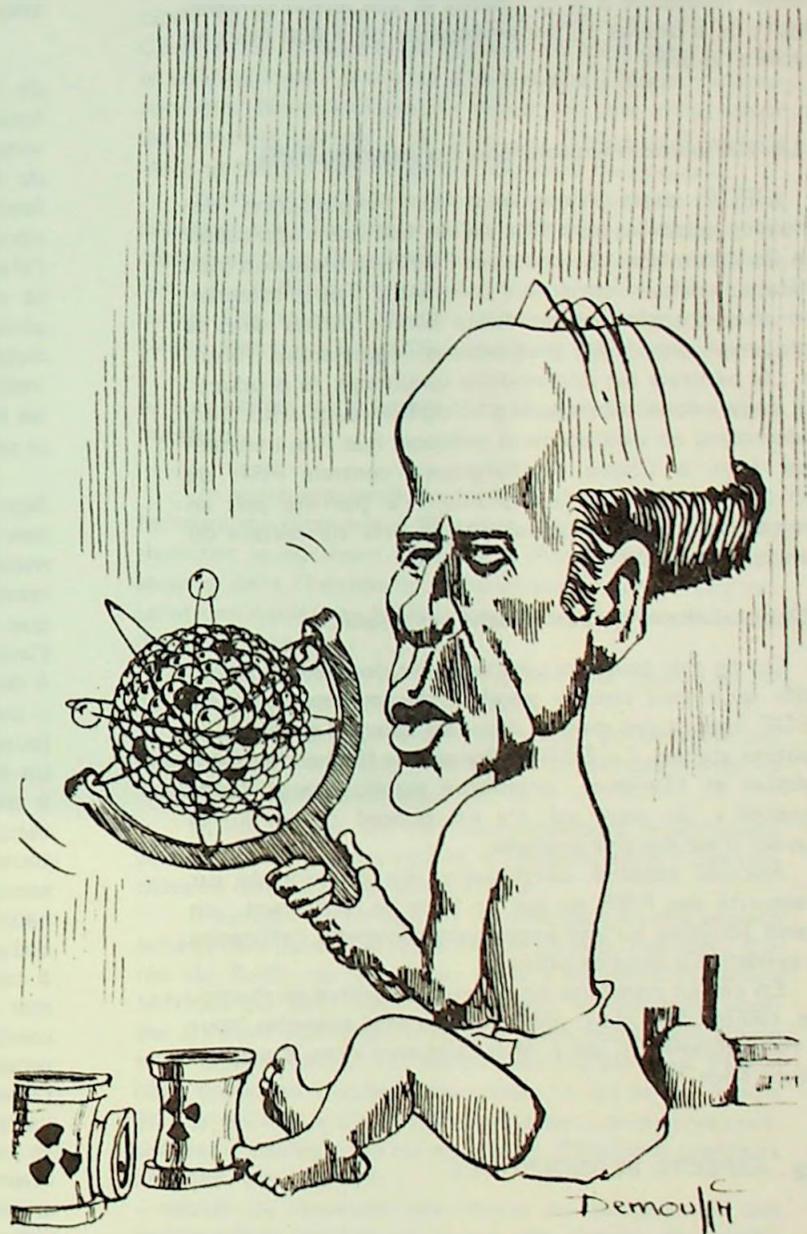
La pierre d'angle du programme Messmer paraît donc bien branlante !

### d) La crise de retraitement des combustibles irradiés

Dans la chaîne industrielle du combustible, le retraitement représente à la fois l'un des maillons les plus faibles et un passage obligé. C'est un maillon faible parce que, sur le plan industriel, il n'existe pas à ce jour l'installation fonctionnant réellement avec satisfaction. De fait, les quelques unités qui avaient retraité environ 250 tonnes de combustible oxyde aux États-Unis, à l'usine N.F.S. (Nuclear Fuel Services) de Morrice et 190 tonnes en Europe à Windscale (G.B.), à Mol (en Belgique) et Wak (R.F.A.) étaient toutes arrêtées en 1974. Cette situation de panne au niveau mondial était

due à la fois à des difficultés techniques liées essentiellement aux quantités industrielles à retraiter, à un relèvement des normes de sécurité (aux U.S.A.), à une sous-estimation des coûts, le tout conduisant finalement à une perte de rentabilité pour les capitaux investis dans ce secteur.

Pour la France le retraitement est un « passage obligé » : c'est la conséquence inéluctable du développement massif de l'électronucléaire ; il faut du plutonium pour les surgénérateurs et ceux-ci doivent être au point quand les réserves d'uranium seront épuisées.



La France avait construit une usine à la Hague pour retraiter les combustibles provenant des centrales graphites gaz. On a pensé qu'il serait facile de passer au retraitement des combustibles PWR. Un atelier prototype a été construit à la Hague : l'atelier H.A.O. (Haute Activité Oxyde).

Où en est-on en 1977 ? A ce jour l'atelier H.A.O. n'a pas encore retraité une tonne de combustible provenant de PWR.

De septembre à décembre 1976 une grève a paralysé l'usine de la Hague. Les travailleurs luttèrent notamment pour l'amélioration de leur condition de travail et

de sécurité (l'usine de retraitement est une des installations les plus polluantes de l'industrie nucléaire). Les travailleurs ont eu en grande partie satisfaction : un arrêt technique de six mois permettra de faire d'importantes améliorations sur la sécurité des installations. Signalons, à ce sujet, que l'usine de retraitement de Windscale en Angleterre a fermé ses portes pour six mois... il y a 3 ans de cela. Personne ne sait à ce jour quand elle redémarrera. Qu'en sera-t-il à la Hague ?

Ce qui est sûr c'est qu'on est loin de disposer d'une chaîne de retraitement susceptible de fournir le plutonium nécessaire à Superphenix et aux autres surgénérateurs déjà prévus : 2 surgénérateurs de 1 800 Mwe en Savoie et Loire !

#### e) Les difficultés d'exploitation des centrales PWR.

L'EDF avait l'expérience de l'exploitation des centrales graphites-gaz. Elle est en train de s'apercevoir que l'exploitation des centrales PWR est beaucoup plus délicate : celles-ci sont plus polluantes. Toute intervention même après des incidents bénins (fuites dans la plomberie) prend des proportions inquiétantes. Résultat : la centrale est immobilisée longtemps, la productivité de la centrale baisse, le prix du kwh augmente. Bien évidemment ce vieillissement précoce, que l'on constate aussi bien à Chooz en Belgique — centrale PWR de 350 Mwe — qu'aux Etats-Unis, n'a pas été pris en compte dans les beaux calculs du prix de revient du Kwh faits par EDF !

#### f) Des problèmes sérieux ne sont pas résolus.

On ne sait toujours pas que faire des déchets radioactifs qu'il faut stocker pendant des milliers d'années. L'EDF voulait les mettre dans des couches géologiques réputées stables. Le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), organisme public chargé de la « gestion » du sous sol, s'y est opposé : pour lui le sous-sol n'est pas une poubelle.

Aucune réponse satisfaisante n'a été donnée sur la sécurité des PWR en cas de fuite de réfrigérant : on attend toujours qu'une expérience démontre l'efficacité du système de sécurité prévu.

En ce qui concerne les nuisances (pollution thermique, radioactive, etc.), des solutions sont avancées (tour de refroidissement, etc.). Mais quel sera alors le prix de revient Kwh ?

## 2. ASPECTS ÉCONOMIQUES

Nous avons évoqué plusieurs difficultés techniques qui entraîneront une augmentation du prix du Kwh : prix du combustible, coût des investissements, coût du retraitement, baisse de production des centrales due à leur vieillissement précoce, etc... Nous n'y reviendrons pas. Disons seulement que personne ne croit plus aux calculs d'EDF. Ceux-ci ont été établis en 1973 à partir d'hypothèses que les faits viennent régulièrement contredire depuis 3 ans !

Nous voudrions insister sur deux autres aspects.

#### a) Le financement du programme

La Direction d'EDF a de grosses difficultés pour financer le programme. Le budget qu'elle demandait pour 1977 lui a été refusé. Elle doit s'endetter lourde-

ment sur le marché de l'Eurodollar (ou du Pétrodollar ?). Elle est donc amenée à faire des économies sur l'entretien des installations existantes. Les pannes sur celles-ci vont augmenter. La production d'électricité va baisser. Dans la mesure où les centrales nucléaires prennent du retard, EDF va avoir des difficultés à fournir de l'électricité dans les années qui viennent. *Le Monde* donnait pour titre à un article consacré à ces problèmes : « l'EDF au fil du rasoir »... sans commentaire.

#### b) Les blocages structurels à la pénétration du tout électrique.

L'économie française consommait en 1973, 66 % de pétrole. L'électricité représentait 22 % de l'énergie totale consommée. En 1985, les consommations prévues par le programme Messmer seront respectivement de 40 % pour le pétrole et 36 % pour l'électricité. Il faudra donc d'ici là que des secteurs économiques qui consommaient du pétrole se mettent à consommer de l'électricité. Cette évolution n'est pas évidente. Consciente du problème, la direction EDF développe depuis plusieurs années sa politique du tout électrique : c'est notamment la publicité pour le chauffage électrique intégré. Cela lui a valu des ennuis avec l'agence pour les économies d'énergie, mais qu'importe ? La publicité se poursuit.

Malheureusement pour la direction d'EDF, le chauffage ne constitue que le tiers de la consommation nationale d'énergie et elle ne peut espérer investir complètement ce marché : la géothermie et le solaire sont concurrentiels. Ils lui font chercher d'autres marchés. Il faut que la consommation d'électricité se développe dans l'industrie, dans les transports. Mais alors EDF se heurte à deux types de problèmes :

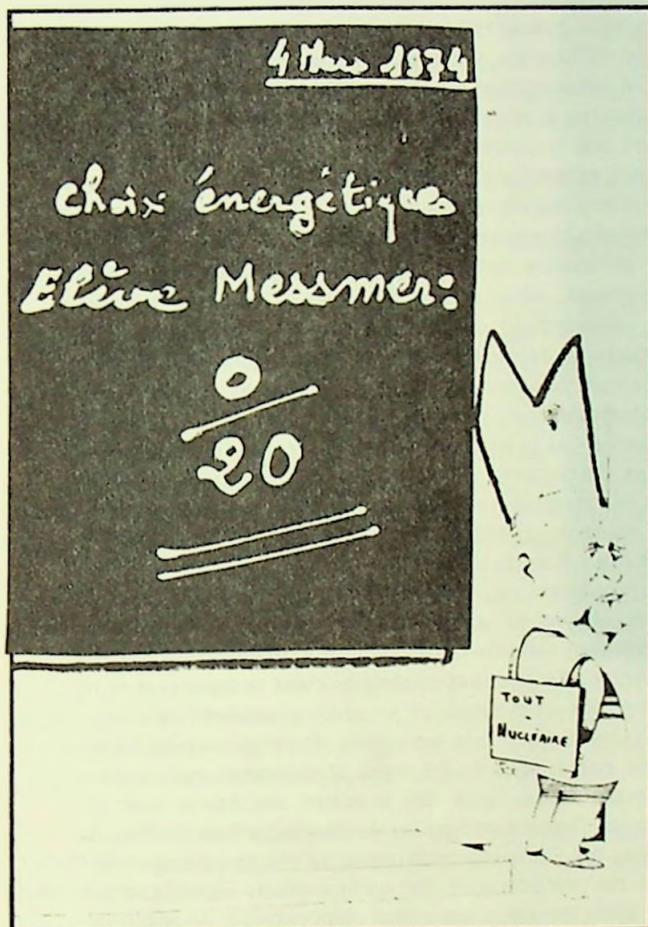
— *Les problèmes techniques* : l'électricité n'est pas toujours immédiatement substituable au pétrole. Donnons un exemple : une politique du tout électrique conduit à terme à développer la voiture électrique. Clairement, cette perspective n'est pas pour demain. Cela suppose toute une infrastructure (poste de rechargement des accus, etc.) qui n'existe pas. De plus, on voit mal Renault et Peugeot développer une voiture électrique (qui coûterait plus cher), alors que Ford, Fiat continueraient à construire des voitures à essence. On imagine surtout mal les compagnies pétrolières se faire harakiri. On continuera donc à distiller de l'essence... mais aussi... à produire du fuel lourd. Et que faire de celui-ci ? de l'essence par craking ? oui, c'est possible, tout est toujours possible, mais à quel prix ? Il y a fort à parier qu'il se produira en 1985 ce qui s'est produit en 1976. Les réserves de fuel lourd des compagnies pétrolières étant arrivées à saturation, celles-ci ont fait pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils obligent EDF à brûler ce fuel. Et EDF s'est exécutée. Que pouvait-elle faire d'autre ?

— mais la direction d'EDF se heurte à une difficulté peut-être encore plus sérieuse : l'adaptation des procédés de fabrication industriels au « tout électrique ». Ceux-ci sont actuellement adaptés au pétrole : ils ont été mis au point quand celui-ci était bon marché. Les industriels français ne sont pas prêts de changer de procédés de fabrication pour deux raisons :

• cela coûte cher. La conjoncture ne se prête guère aux investissements inconsidérés. Il faudrait de plus que les industriels aient confiance dans l'avenir du nucléaire. Si l'on en juge par la campagne anti-nucléaire qui se mène dans certains milieux de droite, cela ne semble pas le cas pour tout le monde. L'évolution du program-

me nucléaire français et surtout l'évolution du nucléaire à l'étranger ne sont pas pour leur donner confiance.

• si le nucléaire régresse à l'étranger, comme cela semble le cas, les entreprises étrangères — notamment les entreprises transnationales — ne modifieront pas leurs procédés de fabrication pour consommer de l'électricité à la place du fuel. Il est clair que les entreprises françaises ne développeront pas des procédés de fabrication qu'elles seraient les seules à utiliser. A qui les vendraient-elles ? L'économie française est trop dépendante de l'impérialisme américain pour se permettre de faire cavalier seul. De Gaulle est mort et bien mort. Mais alors, qui consommera l'électricité qu'EDF fabriquera en 1985 ?



### 3. ASPECTS POLITIQUES

Nous traiterons ces aspects longuement plus loin. Disons ici en résumé que l'opposition au programme qui était il y a trois ans presque exclusivement centrée sur les sites, se développe ; après les paysans, les écologistes et le PSU, les syndicalistes, les scientifiques sont intervenus. Actuellement, les partis du Programme commun sortent de leur réserve et affichent une opposition au programme, au moins localement, sur les sites. Préoccupation électorale ? peut-être, mais alors celle-ci est une preuve du succès des luttes contre le programme nucléaire depuis trois ans.

### 4. ASPECTS INTERNATIONAUX

#### a) La situation du nucléaire à l'étranger

En 1974, le gouvernement Messmer affirmait : « Il faut faire du nucléaire. Il n'y a pas d'alternative. D'ailleurs, tous les pays industriels ont des programmes nucléaires importants ».

Quelle est la situation en 1977 ? « Partout dans le monde, le nucléaire est attaqué et le plus souvent régresse ou même disparaît... » Voir la déclaration déjà citée de M. André Giraud, administrateur général du CEA. Il est orfèvre en la matière, ce n'est pas nous qui le contredirons ! Il a tout à fait raison ! Nous n'insistons pas. Nous indiquerons seulement une information de dernière minute : le land de Rhénanie-Wesphalie vient de décider un moratoire nucléaire de cinq ans.

Nous avons déjà évoqué les conséquences de cette situation pour le programme Messmer. La France se retrouve avec un deuxième programme Concorde sur les bras. A un détail près : Concorde est une réussite technique. On ne peut en dire autant du programme nucléaire français ! L'addition sera donc encore plus lourde.

#### b) Les ventes à l'étranger et la dissémination de l'arme nucléaire

Un autre argument était avancé en 1974 par les défenseurs du programme Messmer : « Développons massivement le nucléaire en France. Forte de l'expérience acquise dans l'hexagone, notre industrie vendra des installations nucléaires à l'étranger. Nous gagnerons sur les deux tableaux, car :

- 1) nous économiserons de précieuses devises en réduisant nos importations de pétrole,
- 2) nous en ferons même rentrer en développant nos ventes à l'étranger. Notre balance des paiements va rapidement se rééquilibrer.

Effectivement les marchés extérieurs furent prospectés. On trouva des clients. Et quels clients ! Des modèles de démocratie et de pacifisme.

Il est clair qu'un certain nombre de pays qui veulent acheter des usines de retraitement (Brésil, Pakistan, Corée du Sud), ou se lancer dans l'industrie nucléaire (Afrique du Sud, Iran, Irak, Maroc), le font pour accéder à l'arme atomique. Il est clair aussi que l'enjeu d'une telle dissémination est formidable : c'est tout l'équilibre (combien fragile et discutable !) des forces depuis 30 ans qui risque d'être remis en cause. Les grandes puissances ne peuvent pas ne pas réagir. Elles l'ont d'ailleurs déjà fait. Les USA ont :

- décidé de renoncer eux-mêmes au retraitement des combustibles irradiés en raison des risques de prolifération liés à l'extraction du plutonium ;
- réussi à faire annuler les contrats de ventes d'usines de retraitement de la France à la Corée du Sud et maintenant au Pakistan (pour ce dernier, la décision n'est pas encore officialisée, mais elle ne fait guère de doute). Ceci a été obtenu à la suite de pressions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont pas brillé par leur discrétion. Que l'on se rappelle la visite de Kissinger en France pendant l'été 76 !

Depuis, les pressions n'ont pas cessé, loin de là.

Il faudra donc mieux compter sur les exportations de produits agricoles pour rééquilibrer notre balance de paiement !

La stratégie américaine est claire :

— Bloquer, dans l'immédiat, les risques de dissémination de l'armement nucléaire en faisant annuler les contrats de vente passés par la France et l'Allemagne.

— Parallèlement, lancer l'idée de centres mondiaux de stockage (et peut-être même de retraitement) sous contrôle « international », c'est-à-dire sous contrôle américain.

L'atome pacifique a toujours été une « retombée technologique » du développement fantastique de l'atome militaire : les PWR ont été mis au point pour les sous-marins atomiques, la filière graphite gaz a permis à de Gaulle de faire sa force de frappe. L'atome pacifique a ainsi bénéficié de moyens considérables, qui lui ont permis de démarrer vite. Ce pacte avec le diable risque maintenant de se retourner contre lui. Juste retour des choses !

## B. Quelles conséquences tirer de ce bilan ?

### 1. LE RETARD DU PROGRAMME REND CRÉDIBLES LES ÉNERGIES ALTERNATIVES

Le programme Messmer ne sera certainement pas réalisé dans les délais prévus. De cela on peut tirer deux conclusions :

a) La direction d'EDF, qui a tout misé sur le nucléaire, quitte à sacrifier l'entretien des équipements existants, va avoir de sérieuses difficultés pour fournir de l'électricité dans les années qui viennent. Elle va être obligée de faire machine arrière. Des solutions de rechange sont étudiées

— développement de réserves hydrauliques de faible envergure

— développement de turbines à gaz de faible puissance (20 à 75 Mwe) qui ont l'avantage de pouvoir être installées en moins de deux ans.

Le bon sens est-il en train de réapparaître ? Souhaitons-le ! En toute hypothèse, pour la direction d'EDF c'est un échec. Sa crédibilité auprès de l'opinion publique, auprès des « décideurs » va en pâtir.

b) Le gouvernement affirmait en 1974 qu'il fallait faire du nucléaire parce que les énergies nouvelles renouvelables n'étaient pas prêtes. L'argument pouvait avoir une certaine valeur si le nucléaire se mettait en place rapidement. Mais il ne tient plus si d'une part le développement du nucléaire traîne en longueur, et si d'autre part les énergies alternatives sont prêtes plus rapidement que prévu. C'est, semble-t-il, ce qui est en train de se produire.

En effet, le relèvement du prix de pétrole a eu pour effet de promouvoir de nouvelles sources d'énergie, dont les énergies nouvelles. Les entreprises transnationales — les entreprises pétrolières mais aussi General Electric et Westinghouse — s'intéressent à toutes les sources d'énergie : plus raisonnables que le gouvernement français, elles ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier ! Certaines de ces entreprises — General Electric notamment — ont perdu des capitaux importants dans l'industrie nucléaire : elles se méfient de cette source d'énergie que les écologistes et autres contestataires surveillent avec beaucoup d'attention et d'efficacité aux États-Unis. Il semble bien que les entreprises transnationales n'aient pas encore précisé leur stratégie à long terme. Il n'est pas exclu qu'elles investissent des sommes importantes dans les énergies nouvelles. En effet, depuis 1974, des études ont été faites. On s'est aperçu que ces énergies

pourraient devenir compétitives beaucoup plus vite que prévu si l'on s'en donne les moyens. Citons à ce sujet une déclaration de M. Robert Chabbal, directeur du CNRS, faite en mars 1976, alors qu'il était responsable du PIRDES (Programme interdisciplinaire de recherche et de développement de l'énergie solaire) : « *L'énergie solaire se trouve actuellement au point où en était l'énergie nucléaire en 1950, à une nuance près : tout porte à penser que la phase Recherche — Développement — Industrialisation sera deux fois plus rapide* ». Sauf erreur cela nous amène en 1990. Où en sera le programme Messmer à cette date ?

### 2. LE PROGRAMME ÉLECTRO-NUCLÉAIRE SERA CERTAINEMENT RÉDUIT

Ce programme a été décidé, comme on le sait, dans la hâte et la précipitation. Il apparaît aujourd'hui qu'une série de difficultés, sur lesquelles on avait fait l'impasse en 1974, sont autant de risques de blocage du programme. Chacune d'elles prise individuellement, n'est probablement pas insoluble. Leur conjonction, leur interdépendance constituent probablement un handicap qui, lui risque d'être insurmontable.

Prenons des exemples.

— Les difficultés techniques évoquées ci-dessus (approvisionnement en uranium, sécurité et fragilité des centrales, retraitement des déchets) sont inquiétantes pour le démarrage de ce programme sinon pour son avenir. Elles ne sont pas insolubles si les pays les plus développés technologiquement s'attachent à les résoudre. Mais que va-t-il arriver si la plupart de ces pays, et notamment les USA, se détournent du nucléaire ? La France seule n'a pas les moyens en hommes et en argent de les maîtriser. — Les ressources mondiales en uranium sont limitées comme nous l'avons vu.

— Le programme nucléaire français n'a donc de sens que si on développe les surgénérateurs. Mais ceux-ci brûlent du plutonium comme combustible, comme nous l'avons déjà signalé. Ce corps n'existe pas dans la nature. Il faut l'extraire des combustibles irradiés provenant des centrales. Il faut donc que les usines de retraitement fonctionnent parfaitement. Ce n'est absolument pas le cas.

— On peut aussi faire des bombes nucléaires avec le plutonium. Devant les risques de dissémination de l'arme nucléaire, les États-Unis bloquent le développement industriel du retraitement des combustibles irradiés, chez eux et dans les pays sous leur dépendance. Il apparaît donc que la conjonction des problèmes techniques et politiques risque d'entraîner l'arrêt du développement des surgénérateurs et donc, à terme, l'arrêt du nucléaire en France, ou du moins son ralentissement considérable.

— Dégager les énormes investissements nécessaires à la réalisation du programme électro-nucléaire est une tâche difficile. Elle n'est pas impossible. Des programmes énergétiques comparables — du moins en valeur relative — ont déjà été réalisés depuis la guerre : le programme hydraulique notamment. Mais le nucléaire est contesté par des couches de plus en plus larges de la population. Les échéances électorales aidant, le pouvoir politique hésite de plus en plus à financer une source d'énergie dont l'avenir paraît par ailleurs bien incertain.

Ces grippages, provoqués par l'interdépendance des questions techniques, économiques et politiques, vont entraîner un net ralentissement du programme. Tout le monde l'attend.

Pour la direction d'EDF, c'est un coup dur. Pour Creusot-Loire, c'est un incident de parcours. Il est clair que dans cette affaire les deux principaux promoteurs

du programme électronucléaire — les technocrates de la direction d'EDF et le lobby sidérurgique — ont des intérêts fort différents. EDF doit produire de l'électricité si elle ne veut pas faillir à sa « mission » de service public. Le Baron Empain veut faire du profit. Si le nucléaire va mal, il fera autre chose. Du solaire comme Westinghouse.

### 3. LE NUCLÉAIRE NE SERA PEUT-ÊTRE JAMAIS QU'UNE ÉNERGIE D'APPOINT

Le nucléaire implique une telle complexité technologique et industrielle qu'il lui faut, pour se développer, faire une percée majeure avant l'arrivée sur le marché, de sources d'énergie renouvelable (solaire).

Cette percée doit se faire d'abord dans l'économie dominante puis s'étendre à l'ensemble des pays développés.

C'est effectivement la stratégie qui semblait se développer il y a quelques années sous l'impulsion de l'impérialisme dominant et de ses multinationales. Mais il semble que les États-Unis sont en train de faire machine arrière :

- sous la pression de leur opinion publique hostile au nucléaire ;
- devant les difficultés techniques et financières qui avaient été sous-estimées au départ ;
- parce que le développement du nucléaire n'est pas une nécessité pour les États-Unis, car ils ont des ressources énergétiques abondantes et variées : pétrole, gaz, charbon mais aussi géothermie et solaire ;
- enfin, parce que le développement du nucléaire entraîne un risque sérieux de dissémination de l'arme nucléaire. Cela entraînerait à terme la remise en cause de l'hégémonie de l'impérialisme américain. Le Brésil, avec bientôt 100 millions d'habitants, l'espace, des richesses minières considérables, une puissance industrielle montante et... l'arme nucléaire, pourrait passer du statut d'allié docile à celui de concurrent, entraînant dans son orbite une partie de l'Amérique du Sud.

La dissémination de l'arme nucléaire risque donc, pour plusieurs années encore, de constituer un verrou au développement rapide et massif du nucléaire à l'échelle mondiale et donc à son développement tout court.

### 4. L'EFFONDREMENT, A TERME, DU PROGRAMME ÉLECTRONUCLÉAIRE FRANÇAIS N'EST PAS À EXCLURE

Le programme avait, lui aussi, besoin de faire une percée importante et rapide pour que le choix nucléaire devienne irréversible. A cet égard, la crise pétrolière avait été une bénédiction du ciel. Qu'en est-il aujourd'hui ?

- Devant les difficultés à court terme du nucléaire en France, entraînant l'étalement dans le temps et la réduction du programme,
- devant la régression, voire la disparition du nucléaire à l'étranger et principalement aux États-Unis,
- sans le relais des surgénérateurs devenus de nouveaux Concorde,

un effondrement à terme du programme Messmer n'est pas à exclure.

### C. En conclusion

Devant l'avenir assez sombre du nucléaire en France et à l'étranger, nous aurions tort de croire que le programme va s'effondrer tout seul. Le lobby sidérurgique ne va pas lâcher prise sans lutter : il voudra rentabiliser ses investissements. Même si le nucléaire est condamné à terme, le programme va se poursuivre. Cahin-caha certes ! mais les infrastructures — notamment le passage au tout électrique — vont se mettre en place, si on ne s'y oppose pas vigoureusement.

Des difficultés du nucléaire, concluons plutôt que notre lutte, si elle est vigoureuse, peut aboutir. Nous sommes en situation de « moratoire » rampant. Pouvons-nous pour que l'on aboutisse rapidement à un vrai moratoire.

Pour cela il faut :

- intensifier la lutte sur les sites ; les difficultés d'implantation des centrales sont un des points fragiles du programme : poussons notre avantage ; le mot d'ordre doit être : pas un seul hectare de terre pour une nouvelle centrale nucléaire.
- montrer que les alternatives sont possibles et qu'elles passent par une transformation de la société ; il faut politiser la lutte : tant que l'objectif des partis du Programme commun sera le maintien du taux de croissance économique, sans remettre en cause ce qui est produit : des CX ou des transports en commun, des gadgets ou des produits qui durent, tant que l'objectif de la qualité de la vie ne sera pas opposé à la productivité pour la productivité, les technocrates de la direction d'EDF pourront encore jouer les démarcheurs du programme électronucléaire.

La nouvelle société socialiste que nous voulons construire passe dès maintenant par l'arrêt du programme dément de développement de l'électro-nucléaire. Sinon, nous aurons laissé se mettre en place une infrastructure que nous aurons toutes les peines du monde ensuite à renverser. Le nucléaire contient en germe une société centralisée, policière, soumise à l'impérialisme dominant. Tuons cette société dans l'œuf. Si nous réussissons, comme nous en avons les moyens, ce sera la première fois que les travailleurs, par leur lutte, auront contrôlé le développement technologique et seront intervenus ainsi de manière décisive sur l'avenir de la société qu'ils entendent construire.

---

C. P. P. Numéro 46.814

Imprimerie Editions SYROS  
9, rue Borromée Paris 15e

Bimensuel du Service  
de Formation du P. S. U.

Administration :  
9, rue Borromée, PARIS 15e  
Directeur de la publication :  
Pascal DORIVAL

### III. LES LUTTES CONTRE LE PROGRAMME MESSMER

#### A. Les premières réactions

La publication du Plan Messmer en 1974 n'entraîna dans un premiers temps que peu de réactions. L'opinion publique, bien conditionnée par les médias, était encore sous le coup de la guerre du Kippour. Du côté des forces de gauche traditionnelles, syndicales et politiques, on manifesta une opposition de principe et on en resta là.

#### B. Les premières difficultés commencent pour EDF sur le terrain

Profitant du désarroi de l'opinion publique, EDF commença à prospecter systématiquement les sites possibles pour l'implantation des 170 tranches prévues d'ici l'an 2000. C'était sous-estimer la combativité des paysans. L'affaire du Larzac avait fortement sensibilisé les milieux agricoles à la spoliation de leurs terres. Or voilà qu'EDF se montrait singulièrement gourmande. Des liens s'étaient tissés à l'occasion du Larzac entre paysans, écologistes, militants politiques (PSU, extrême-gauche). Très rapidement des groupes s'organisèrent. A la différence des arguments utilisés dans l'affaire du Larzac, EDF plaçait le débat sur le plan technique. On commença donc à solliciter de plus en plus vivement les techniciens et les scientifiques.

Le syndicat CFDT du CEA, qui avaient lutté vigoureusement contre le démantèlement du CEA, réagit le premier. Il entreprit un très important travail d'information et de vulgarisation sur tous les aspects (économiques, techniques, industriels) de l'énergie nucléaire. Le résultat, c'est le livre qui fait autorité en la matière : « *L'Électro-nucléaire en France* » (Ed. du Seuil), paru en 1975.

Véritable pavé dans la marre, l'appel dit « des 400 » scientifiques (devenus rapidement 4.000) lancé au début 1975, provoqua des réactions qu'eux-mêmes étaient loin de prévoir. L'appel demandait « à la population de refuser l'installation de centrales tant qu'elle n'aurait pas une claire conscience des risques et des conséquences ». L'argumentation était simple : un certain nombre de problèmes paraissent mal résolus ou ne sont même pas résolus du tout. Le discours d'EDF, qui vise à rassurer, est au moins léger sinon malhonnête. Un débat public et contradictoire doit se dérouler avant que des choix qui engage profondément l'avenir ne soient tranchés.

La presse publia largement l'appel. Cette fois la contestation ne venait pas seulement de quelques « marginaux » gauchistes, écologistes ou syndicalistes. L'autorité scientifique d'un certain nombre de signataires posait au moins problème. Les réunions contradictoires se multiplièrent entre ingénieurs EDF d'un côté, scientifiques et écologistes de l'autre. Le gouvernement dut accepter le seul débat qui eut jamais lieu (sans vote) au Parlement sur la nouvelle politique énergétique (mai 75). La télévision elle-même organisa son débat contradictoire. Pendant deux ou trois mois on fit grand bruit sur le nucléaire, puis celui-ci quitta le devant de l'affiche. Au lieu du débat escompté, on avait fait du spectacle et on espérait bien en haut-lieu que le rideau était définitivement tombé.

En fait, l'opposition au programme s'est depuis, considérablement renforcée à deux niveaux : sur les sites et dans la techno-structure.

#### 1. SUR LES SITES :

C'est là qu'EDF a eu le plus de difficultés. Elle avait sous-estimé les traditions de lutte des paysans. La bagarre fut particulièrement vive dans les régions où sont implantées les organisations paysannes de gauche (paysans-travailleurs), là où les luttes syndicales ont été les plus chaudes (contre les expropriations, les cumulards, etc.). La façon dont EDF a été rejetée de l'ensemble de la Bretagne est significative à cet égard. L'alliance paysans, écologistes, organisations politiques (surtout le PSU, organisations syndicales (CFDT exclusivement), s'est révélée singulièrement efficace : un seul référendum sur plusieurs dizaines qui ont été organisés à dit oui à une centrale (le premier : celui de Flamanville). Rappelons quelques hauts-lieux de cette opposition : Port-la-Nouvelle, Braud-St-Louis, Ederven... et comment EDF a vu son projet de centrale sur la Loire rejeté successivement par Ingrandes, Corresp, Liré pour s'accrocher finalement au site du Pelerin sur l'estuaire même. Nous soulignerons l'exemple de Creys Malville pour plusieurs raisons :

— l'enjeu : Superphénix est le débouché nécessaire du programme Messmer sans lequel il perd tout son sens. Pour les populations aussi, un proto-type de cette taille et dans une région aussi habitée, c'est du délire.

— l'occupation en juillet 1976 organisée en quelque sorte de l'extérieur, a amené les populations locales d'abord indécises, à prendre fait et cause pour les opposants, devant l'attitude des autorités et les matraquages policiers.

— la façon dont les élus locaux et les organisations politiques, d'abord attentistes, sont progressivement sortis de leur réserve jusqu'à amener le Conseil général de l'Isère (bientôt suivi par celui de la Savoie) à demander l'arrêt de Super-Phénix tant qu'un débat national n'aura pas eu lieu (à l'initiative du groupe socialiste).

— l'écho national (appel « Non à Super-Phénix » de juillet 76) puis international (prise de position de 1.300 scientifiques et chercheurs du CERN, Centre Européen de Recherche Nucléaire, fin 1976) qui lui a été donné.

Rappelons aussi la longue grève menée par les travailleurs de la Hague à l'automne 76. Ce centre, qui est le seul au monde à retraiter les combustibles irradiés, s'est vu paralyser par les travailleurs en lutte :

— pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de sécurité

— contre le transfert de l'usine de la COGEMA, société de droit privé, filiale du CEA, chargée de retraiter les combustibles irradiés.

A noter une fois encore l'excellent travail de la CFDT du CEA : Assises nationales du nucléaire à Cherbourg, couronnées de succès — fabrication et lancement d'un film « *Condamnés à réussir* » sur les conditions de travail à la Hague et l'industrie nucléaire. La vision de ce film est l'une des meilleures façons d'aborder les problèmes du nucléaire à partir du réel : la lutte des travailleurs.

#### 2. LA TECHNO-STRUCTURE

L'opposition au programme s'est rapidement organisée sur ce plan-là aussi :

a) à l'intérieur du CEA et de l'EDF tout d'abord. Nous avons déjà rappelé le rôle fondamental joué par la CFDT du CEA. Les syndicats CFDT de l'EDF adoptèrent rapidement une attitude critique avant de constituer un contre-poids efficace à l'intoxication de la maison par sa direction. Le malaise au sein du CEA et de l'EDF gagne au point que leurs directions ne peuvent

empêcher les fuites de documents confidentiels, provenant parfois de responsables haut-placés.

b) **Les scientifiques** : Le succès de l'appel facilita la diffusion d'une plaquette rédigée parallèlement : « *Risques et dangers de l'électro-nucléaire* » 30.000 exemplaires ont été tirés ! Il fallut s'organiser, ce qui aboutit à la création, fin 1975, du GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire). Ce groupement a assuré, presque à son corps défendant, une sorte de coordination des divers groupes d'opposition au nucléaire, la diffusion de fiches techniques et de tout un matériel destiné à dénoncer les nombreuses difficultés que la propagande officielle souhaite garder dans l'ombre.

Le GSIEN participe à une coordination anti-nucléaire informelle, regroupant des militants des organisations politiques (PSU, PS,...), syndicales (CFDT du CEA, de l'EDF, du CNRS...), écologistes (Amis de la Terre), etc. Cette coordination édite un mensuel : *La Gazette nucléaire* dont le but est double :

— semer le doute chez les décideurs : diffusion d'informations tenues secrètes, points faibles, goulots d'étranglement. En un mot : jouer un rôle d'imprécateur.  
— informer les militants anti-nucléaires.

c) **Les enseignants**. EDF a lancé en direction des enseignants une campagne massive appuyée sur des moyens publicitaires considérables. Un collectif d'enseignants a organisé la diffusion d'un appel qui dénonçait : « *Cette campagne d'intoxication qui, s'inscrivant dans les pires traditions de la manipulation publicitaire, a pour objet de condamner les critiques que soulève le programme nucléaire et qu'ont dénoncées les scientifiques, chercheurs et enseignants de l'enseignement supérieur ; les enseignants s'élèvent contre les pressions dont ils sont l'objet de la part du Ministère de l'Éducation nationale qui leur demande ouvertement de défendre et d'illustrer la politique gouvernementale en matière d'énergie. Nous appelons tous nos collègues enseignants, animateurs, éducateurs et chefs d'établissements à refuser d'être les agents de publicité d'EDF.* »

Le GSIEN mettait de son côté au point des contre-commentaires aux documents EDF destinés aux enseignants (TEN, 3E) et organisait une journée d'information spécialement destinée aux enseignants (mai 1976)

d) **Divers organismes d'État**. Le CNRS, chargé de la recherche fondamentale en France, a rendu public, en 1976, un rapport de sa commission de Physique nucléaire qui conclut : « *Cette enquête préliminaire sur les problèmes soulevés par le programme électronucléaire actuel a permis de dégager des problèmes qui, à notre connaissance, paraissent non résolus... A ces problèmes purement scientifiques d'adjoignent un grand nombre de questions d'ordre industriel, économique et politique sur lesquelles les appréciations individuelles peuvent largement varier. Cela étant, il semble que la plus grande prudence doive être observée dans le développement de l'énergie nucléaire... Devant toutes ces difficultés qui peuvent entraîner une modification substantielle et mal maîtrisable de notre société, il paraît souhaitable de diversifier les efforts en vue d'un meilleur approvisionnement énergétique.* »

Le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) s'est opposé à la seule solution quelque peu réaliste envisagée pour stocker les déchets radioactifs : les enfaisms dans les couches géologiques profondes. Monsieur Claude Guillemin, directeur du Service géologique national au BRGM, écrit dans le numéro 30 de la Revue 2000 du 1er trimestre 1975 : « *... Il faut dire que si l'énergie nucléaire est nécessaire pour passer quelques*

*décennies, ce n'est pas une panacée utilisable sans aucune difficulté. Il paraît ridicule de prôner l'utilisation pendant quelques siècles d'une énergie dont les déchets devraient être strictement contrôlés pendant cent fois plus de temps. L'avenir réside en réalité dans l'énergie solaire... »*



Les Charbonnages de France ont un vieux compte à régler avec EDF considérée comme responsable de la récession des Houilles Françaises. M. Paul Gardant, directeur général des Charbonnages de France, ne mâche pas ses mots dans la Revue de l'Énergie numéro 282, d'avril 1976 : « *Quant au nucléaire, la simple évocation d'une hausse possible de ses coûts en monnaie constante dénote un mauvais genre. Bien sûr, le prix de l'uranium a triplé depuis 1973 et pourrait tripler encore dans les dix prochaines années. Mais l'uranium compte si peu dans les prix de revient. Pour le reste, les hausses de coût cela n'arrive qu'aux Américains. Dans les premières années de la décennie 1970, il y avait aux USA une trentaine de châteaux de la Belle au Bois dormant, centrales nucléaires à moitié construites et arrêtées pour un temps indéterminé, pour des raisons écologiques et surtout financières, en raison de la hausse incessante des devis. La crise du pétrole a provoqué une certaine relance, mais l'année 1975 a vu la deuxième phase de la débâcle. Le coût du kW installé est passé de 300 dollars en 1972 à 700 dollars aujourd'hui, et l'on ne s'attend pas à moins de 1.100 dollars en 1985. Sur 204 centrales commandées ou prévues, 18 ont été annulées définitivement, et 128 repoussées à une date ultérieure. Le nombre des centrales nouvelles commandées est tombé à 5 en 1975 et on en prévoit zéro en 1976. Parmi les causes de hausse des coûts, la plus récemment apparue est un vieillissement rapide ; les maladies de sénescence précoce suivent presque immédiatement les maladies de jeunesse. Mais il est bien connu que la technologie américaine n'est pas fiable. Ce n'est évidemment pas le cas de la nôtre.*

Ainsi dans les perspectives actuelles des grands pays industrialisés, la production d'électricité sera assurée en 1985 à partir d'énergie nucléaire dans les proportions suivantes :

République Fédérale d'Allemagne	40 %
Royaume Uni	19 %
Bénélux	41 %
Italie	39-44 %
Ensemble CEE	41-42 %
USA	25-30 %
Japon	22-25 %

Au regard de ces chiffres, le programme français brille d'un éclat solitaire, avec un pourcentage prévu de 73 % pour le nucléaire, alors que la France a déjà en proportion le plus gros équipement hydraulique de l'ensemble des pays sous revue. »

Les Agences de Bassin, organismes officiels, chargés de la gestion de l'eau d'une région géographique donnée, manifestent leur opposition à l'installation de centrales nucléaires susceptibles de contaminer les nappes phréatiques et de les rendre impropres à la consommation. L'eau potable commence en effet à devenir un bien rare ! Le projet de centrale à Nogent-sur-Seine, en amont de Paris, suscite en particulier de sérieuses réserves.

La politique d'EDF d'extension du chauffage électrique intégré se heurte à l'opposition de l'Agence pour les Économies d'énergie qui propose de l'interdire. Le ministère des Finances a émis des réserves devant l'endettement croissant d'EDF sur le marché des Euro et autres Pétro-dollars, car EDF en est arrivée à emprunter pour pouvoir rembourser les intérêts de ses précédents emprunts !

### C. Opposition sur les plans politique et syndical

Au début, l'opposition des partis de la gauche traditionnelle s'en tenait au plan des principes : dénonciation du jeu des entreprises multinationales, des conditions du développement capitaliste du nucléaire.

Seul le PSU (et les organisations d'extrême-gauche là où elles sont implantées) se lança sans arrière-pensée dans la lutte anti-nucléaire, liant la critique du programme à la remise en cause globale de la société. Ce fut l'organisation en avril 1975 de la « Manif Douce » et du colloque qui suivit avec les Amis de la Terre, la plus sérieuse des organisations écologiques. Ce fut aussi le combat pour le moratoire, l'organisation, souvent à l'initiative de militants du PSU, de multiples débats et manifestations anti-nucléaires à travers toute la France.

Au fil des mois, un certain nombre d'évolutions se sont dessinées :

- la CFDT, en particulier, grâce au travail du CEA, a pris position, seule organisation de classe de cette importance, pour le moratoire. La longue grève de la Hague et la large diffusion du film « *Condamnés à réussir* » ont facilité une prise de conscience, à l'intérieur de la confédération, des risques du programme nucléaire.
- du côté de la CGT par contre, aucune évolution. Son opposition reste de principe et elle demeure obstinément absente des luttes concrètes.
- la coordination informelle dont il a été question un peu plus haut a eu aussi une action au niveau politique : l'appel « Non à Super-Phénix » paru dans *Le Monde* au début de l'été 1976, juste avant l'occupation de Creys-Malville et signé de membres de la Commission exécutive de la CFDT, de divers syndicats de l'EDF, de membres es-qualité des directions du PS, du PSU, des Radicaux de gauche, Vie Nouvelle, CNSCV, MAN, du GSLEN, des Amis de la Terre et de nombreux mouve-

ments écologistes, comités locaux, etc.

Le lancement de *la Gazette Nucléaire*, un numéro spécial sur les élections municipales est paru.

— le PS est tiré à hue et à dia. Il fait l'objet de vives sollicitations de la part d'EDF et de M. Boiteux. Sa commission de l'Énergie comprend des responsables importants d'EDF. Un certain nombre de membres de sa direction, souhaitant apparaître comme les tenants du progrès face à l'obscurantisme écologique, prennent fait et cause pour l'énergie nucléaire et même pour la force de frappe. Charles Hernu constitue à peine une caricature de ce courant.

Il y a par ailleurs un fait courant qui critique vigoureusement le programme : syndicalistes, scientifiques, écologistes, militants locaux en lutte sur les sites. La position de la direction a d'abord été attentiste. Progressivement, et surtout en province, l'attitude est devenue plus offensive :

- militants de plus en plus nombreux sur les sites,
- prise de position, à l'initiative du PS, des conseils généraux de l'Isère et de la Savoie pour l'arrêt de Super-Phénix, jusqu'à la tenue d'un large débat national sur tout ce qu'entraîne l'option nucléaire.

Il reste cependant deux langages : celui de Paris et celui de Creys-Malville, même si — conjonctuellement, électoralement — on entend de plus en plus ce dernier.

— le PC évolue lui aussi. La position officielle fut d'abord de considérer le nucléaire comme une énergie possible au même titre que les autres. Son exploitation avait un aspect séduisant de développement des forces productives, la technique française des surgénérateurs était prometteuse d'indépendance nationale. Cette attitude commence à changer.

— participation encore timide de militants du PC à la lutte sur les sites,

— prise de position à propos de la grève de la Hague. C'est à la fois une critique implicite de l'attitude attentiste de la CGT et la reconnaissance du caractère spécifique de l'industrie nucléaire.

Mais ces « évolutions » du PC et du PS apparaissent bien conjoncturelles, bien électoralistes : la lutte anti-nucléaire, l'écologie fait recette. Alors pourquoi ne pas se peindre en vert ? En fait le vrai débat avec les partis du Programme commun est le suivant : quelle énergie, pour quelle croissance, pour quelle qualité de vie ?

— un socialisme autogestionnaire est-il possible si le nucléaire est une source importante d'énergie ?

— l'extrême-gauche (sauf le PSU) a une intervention en pointillé.

— les écologistes ont toujours fait preuve d'une opposition très active au programme nucléaire. Fer de lance et masse de manœuvre de l'agitation, leurs luttes ont été pour beaucoup l'occasion d'une contestation globale de la société et d'une prise de conscience politique. Leur récente volonté d'apolitisme (après les élections cantonales de 1976) amène à se poser quelques questions sur une récupération possible de certains d'entre eux par la droite.

— enfin, l'aspect disséminatoire de l'arme nucléaire, directement lié au développement de l'industrie nucléaire et à son exportation, a déjà entraîné des prises de position à gauche et à l'extrême-gauche (rentes à l'Afrique du Sud, etc.). Les développements internationaux récents sur cette question donnent une sensibilisation croissante à cet aspect.

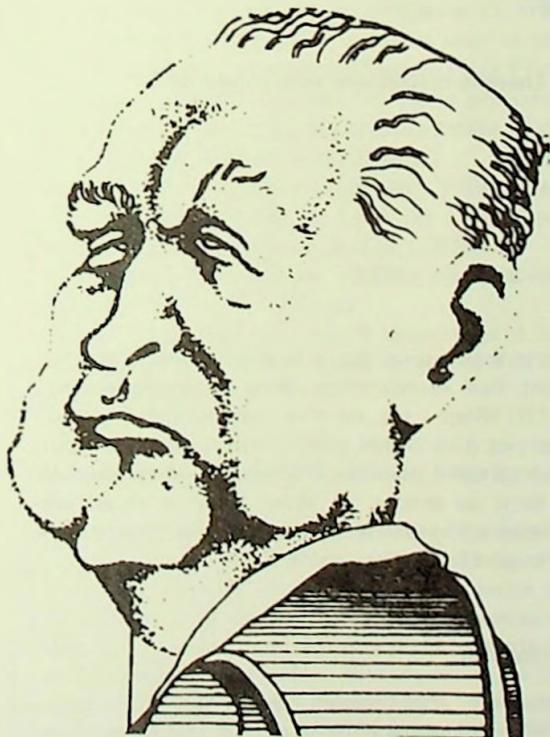
#### IV. LE NUCLÉAIRE EST-IL UNE FATALITÉ ?

Reprenons une déclaration de M. Boiteux, directeur général d'EDF, parue dans *l'Express* et reprise dans la *Vie Électrique*, numéro 111 :

« Une politique énergétique se décide dans le long terme. Que se passera-t-il dans 25 ans ? Faisons l'hypothèse qu'en l'an 2000 le Français moyen consommera, directement ou indirectement, l'équivalent de 10 tonnes de charbon par tête. Comme il y aura, à cette époque, environ 70 millions d'habitants dans notre pays, cela représente une consommation annuelle de 700 millions de tonnes de charbon. Or, la France consomme aujourd'hui 280 millions de Tec (tonnes équivalent charbon). Prévoir 10 Tec par tête pour le Français de l'an 2000 n'a rien d'extraordinaire ; l'Américain moyen, noir ou blanc, riche ou pauvre, consomme déjà 13 Tec par tête...

... Alors, il faut se faire une raison. Bien des voies de recherches sont ouvertes entre lesquelles il faut choisir ; mais pour les trente ans qui viennent, la seule alternative au pétrole — dont les ressources sont limitées — est la fission nucléaire. Sauf à remettre en cause notre croissance économique. »

Le raisonnement est simple : la croissance économique, qu'il ne faut pas remettre en cause, conduit à prévoir dans 25 ans 10 Tec par Français. La solution s'impose d'elle-même, quels qu'en soient les inconvénients. Nous allons voir qu'en réalité, tout n'est pas si simple.



#### A. Croissance et développement de la production d'énergie.

Le rapport financier du Energy Policy Project de la Fondation Ford décrit trois scénarios possibles pour l'avenir énergétique de l'Amérique :

. poursuite de la croissance énergétique au taux de 3,4 % par an. Ceci suppose un important effort technique, économique et l'intervention massive du gouvernement ;

. croissance énergétique de 1,9 % par an. Même production de biens et services, mais récupération et économies d'énergie. Les investissements nécessaires sont bien inférieurs.

. croissance énergétique zéro. Stabilisation au niveau de 1990. Le scénario implique un changement de mode de vie. Le PNB reste le même ; les investissements sont encore plus faibles et le niveau de l'emploi meilleur !

Si les experts ont raison, il serait donc faux de prétendre que le rythme de croissance implique une augmentation parallèle de la production d'énergie. L'étude de l'IEJE « Alternative au Nucléaire », montre elle aussi clairement qu'il est possible d'avoir la même croissance avec une production d'énergie moindre.

##### 1. POUR LE PLUS LONG TERME

Avant la crise de l'énergie, en 1971, les experts internationaux chiffrèrent à 20 Tec par habitant le niveau de consommation d'énergie d'une civilisation avancée. En 1976, un expert français parlait de 7,5 Tec pour l'an 2000. En réalité, et nous nous référons au livre déjà cité de l'IEJE : « Il est impossible de définir à un niveau technique une quelconque politique de l'énergie : celle-ci n'a de sens que par rapport au projet politique auquel elle appartient... lorsqu'on cherche à prévoir les besoins futurs en énergie, il est donc fondamental de se demander auparavant quel type de société nous voulons construire, quel type de croissance nous souhaitons, quel type de relations nous voulons établir avec les pays du Tiers-Monde. Ce débat est un débat politique... Nous affirmons qu'aucune politique de l'énergie à long terme ne peut être définie dans un tel débat. »

##### 2. RESTE LE COURT TERME

L. Thiriet, des Études Économiques générales du CEA, écrit dans son livre (L'énergie nucléaire, quelle politique pour quel avenir ?) : « l'énergie nucléaire est la seule ressource énergétique qui soit à la mesure de nos besoins, la seule dont nous disposions jusqu'à présent. Son développement massif constitue la seule stratégie énergétique d'aujourd'hui ».

Plus cynique, L. Puiseux, économiste d'EDF déclare : « A court terme on ne peut faire autrement que de développer en force le nucléaire, parce que l'on n'a rien d'autre sous la main en Europe... C'est la triste réalité : c'est le résultat d'une politique énergétique dont on peut penser ce qu'on veut, mais c'est ainsi. »

Enfin l'EDF, en réponse au contre-plan de l'IEJE, agite l'épouvantail : « le refus écologique du développement nucléaire se paie en acceptation d'une croissance économique générale moins rapide avec les risques de chômage que cela implique, faute de disponibilités suffisantes en énergie. »

Il convient d'avoir sur ce point une réflexion sérieuse.

## B. Le nucléaire n'est pas indispensable

1. Dans l'immédiat, on se passe très bien du programme nucléaire puisqu'il ne produit guère que 3.000 Mwe et qu'il en consomme sûrement beaucoup plus.

Reportons-nous dans 10 ans à l'horizon 1985. C'est pour cette époque que les prévisions sont faites. Nous avons déjà vu qu'à cette date d'autres sources d'énergie devraient pouvoir entrer massivement en jeu. C'est le cas de l'énergie solaire, à condition évidemment de consacrer à son développement des moyens suffisants, ce qui ne se produit pas actuellement puisque le nucléaire « mange » presque tous les crédits.

Une des conclusions du colloque de Toulouse de 1976 sur l'énergie solaire, était : « *l'énergie solaire ne sera plus, dans une décennie, un thème qui intéressera seulement le marché des pays en voie de développement; elle aura aussi sa place dans la couverture de nos besoins propres* ».

De plus, aux États-Unis, de très importants crédits de recherche sont investis dans l'énergie solaire sous toutes ses formes (cellules photovoltaïques, centrales thermiques, chauffage des habitations, énergie éolienne, conversion biologique pour carburants, stockage de l'énergie par processus photochimiques et photobiologiques). L'organisme de recherche ERDA, voudrait atteindre, pour le coût du Watt solaire par cellules photovoltaïques 5 \$ en 1978 et 0,5 \$ en 85, ce qui serait compétitif avec le Watt nucléaire !

Il est intéressant de noter que Westinghouse et General Electric (les deux grands du nucléaire industriel) essaient de contrôler le secteur des applications du solaire pour l'habitat !

Les États-Unis, en se fixant des objectifs hardis (20 à 30 % de la consommation nationale d'énergie pour le solaire en l'an 2000) partent à la conquête d'un marché mondial colonial !

Le nucléaire risque bien d'être relégué au musée de la hache de bronze lorsque les trusts internationaux dominants y auront puisé le profit maximum. Ce sera encore aux travailleurs et à la population de payer les frais de la nouvelle « crise de l'énergie », lorsque ceux qui dominent le marché du nucléaire décideront (comme en 73 pour le pétrole) que d'autres sources d'énergie doivent investir le marché mondial. Voilà où mènent les raisonnements de nos technocrates.

Mais revenons à l'horizon 1985 en France :

D'après les prévisions des planificateurs français peu suspects de vouloir « casser » la croissance, les perspectives du VI<sup>e</sup> Plan donnaient une production de 300 Mtep environ pour 1985 (1 Mtep = million de tonnes d'équivalent pétrole). Durant l'été 1973, de nouvelles perspectives fixaient 283 Mtep, en mars 74 on en était à 263 Mtep, en février 75 à 240, en mars 76 à 232 Mtep.

Où va-t-on s'arrêter ?

La très officielle DGRST (tout à fait favorable au nucléaire) écrit en 1975 : « *Pour fixer les orientations de nos programmes de développement scientifique et technique, nous pouvons par conséquent supposer que nos besoins en énergie continueraient à croître modérément pour atteindre l'équivalent de 200 à 270 Mtep dans une dizaine d'années.*

*La large fourchette de cette estimation montre bien les incertitudes de la planification, lorsque les contraintes externes et internes sont mal connues.* » Sans commentaire.

Si l'on poursuit la courbe des prévisions qui ont

l'air de s'affiner au fur et à mesure que l'on se rapproche du but, il faut penser que l'objectif de 200 Mtep est plus raisonnable que 270.

Rappelons que le « contre plan » des chercheurs de l'IEJE de Grenoble atteignait 212 Mtep en n'introduisant que 19,3 Mtep de nucléaire (les 13 premières tranches du programme Messmer) contre 55 Mtep pour le plan gouvernemental de mars 76.

### Un exemple sans nucléaire

De multiples scénarios différents pourront donc être élaborés : nous allons en exposer un dans lequel on se passe complètement du programme nucléaire actuel (on ne garde que ce qui fonctionne déjà, soit 4 Mtep environ). On conserve à peu près la même production d'énergie, et rigoureusement les mêmes importations de charbon, de pétrole et de gaz que le plan. On fait des économies très importantes sur les investissements. Dans ce scénario, sont utilisées uniquement des possibilités qui peuvent être mises en œuvre sans problème dans les dix ans qui viennent. En aucun cas il ne s'agit d'un contre-plan, qui pour nous ne peut être élaboré qu'après le plus large débat populaire. Nous voulons simplement montrer que même dans la logique des technocrates capitalistes, le nucléaire est totalement inutile. C'est, de plus, la solution la plus chère pour la collectivité.

a) Que nous propose le plan : (en Mtep) pour 1985 ?

#### Sources d'énergie primaire

Charbon :	25 dont 9 importées
Pétrole :	98 dont 98 importées
Gaz naturel :	37 dont 31 importées
Énergies naturelles :	
(Solaire - géothermie :	3
Nucléaire :	55
Hydraulique :	14
Total :	232

#### Énergies distribuées sous forme de :

Charbon :	16,2
Pétrole :	88,3
Gaz naturel :	34,3
Charleur :	
Électricité :	3
	65,7

Les rejets thermiques dus à la production d'électricité, qui ont lieu massivement dans l'environnement, atteignent 120 Mtep ! (ça, ce n'est pas dit par le plan).

Ces énergies distribuées sont utilisées par le secteur résidentiel et tertiaire pour 81,8 Mtep (65 Mtep pour le chauffage, dont au moins 17 Mtep pour le chauffage tout électrique) ; l'industrie 65,6 Mtep ; les transports 43 ; la sidérurgie 17,6 et l'agriculture 2,9.

b) Critique du plan

La variation d'utilisation de l'électricité entre 1975 et 1985, fait apparaître que les pouvoirs publics, et spécialement la direction d'EDF, veulent forcer à faire de la chaleur à partir de l'électricité. Quel gaspillage !

L'exemple le plus scandaleux est le programme de « chauffage électrique intégré » que veut réaliser EDF à tout prix, dès maintenant, et que vient de dénoncer la très officielle Agence pour les économies d'énergie. Le chauffage par l'électricité consomme deux fois plus d'énergie primaire (sous forme de chaleur) qu'un chauffage classique. Ceci est dû au rendement de 30 % seulement des centrales électronucléaires.

Ceci doit être absolument évité, car d'autres sources d'énergie sont particulièrement adaptées et compétitives dès maintenant pour combler ces besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire. Il s'agit du chauffage par géothermie (eau chaude provenant des nappes profondes), particulièrement utilisable dans la région parisienne, et par capteur solaire (maison et chauffe-eau solaires).

La Délégation aux énergies nouvelles dégage d'ailleurs 2,8 milliards de francs sur dix ans (quelle timidité!) pour atteindre, grâce à ces nouvelles sources, de 3 à 5 Mtep d'énergie (*Le Monde* 9.4.76).

On peut raisonnablement remplacer en 1985 les 15 Mtep prévues pour le chauffage électrique intégré par 6 Mtep géothermie, 5 en solaire, 4 par récupération d'eau chaude auprès des centrales thermiques électrogènes qu'il faudra mettre en service et des usines d'incinération d'ordures.

#### c) Quelques propositions de remplacement

Pour produire environ 50 Mtep d'électricité d'ici 1985, on peut par exemple utiliser :

- des équipements hydrauliques supplémentaires : 6 Mtep
- l'énergie solaire grâce à des centrales expérimentales du type CNRS : 0,3 Mtep
- l'énergie éolienne grâce à des milliers d'aérogénérateurs décentralisés de quelques dizaines de kW, qui existent sur le marché : 0,5 Mtep
- le charbon : un supplément de 13 Mtep nous ramènerait au niveau de la production de 1969. Les pouvoirs publics ont fait régresser en 4 ans le charbon de 10 Mtep, il est raisonnable en 10 ans de produire 13 Mtep. Le charbon revient fortement à la mode avec la mise au point de procédés très optimisés (surtout aux États-Unis et en Allemagne). Les réserves françaises prouvées sont de 1.000 Mtep et celles qui sont exploitables au prix du pétrole actuel sont d'environ 400 Mtep !
- le gaz naturel français peut apporter 2 Mtep de plus ; on retrouve ainsi le niveau de 1973 (et c'est ce que programment les planificateurs pour l'an 2000).
- le traitement des végétaux, surtout de la paille (voir *Le Monde* du 26.11.75) : 5 Mtep.
- le pétrole et le gaz qui serait disponible à la suite d'économies, essentiellement dans les secteurs de l'industrie et des transports : 29 Mtep.

#### d) Mais est-il raisonnable d'espérer de telles économies ?

Oui, car le fait d'abandonner complètement le programme nucléaire fait faire une économie d'énergie non négligeable : pour l'année 1985 et à partir de données d'EDF, on peut évaluer l'énergie nécessaire à la mise en place et au fonctionnement de la chaîne nucléaire à 9,5 Mtep. (Les chiffres donnés par la CFDT sont beaucoup plus réalistes et donneraient 14 Mtep). Dans notre exemple, il faut, en 1985, toujours en calculant largement : 2 Mtep pour l'installation et le fonctionnement de centrales thermiques électrogènes. Estimons à 2,5 Mtep la mise en œuvre des moyens nouveaux

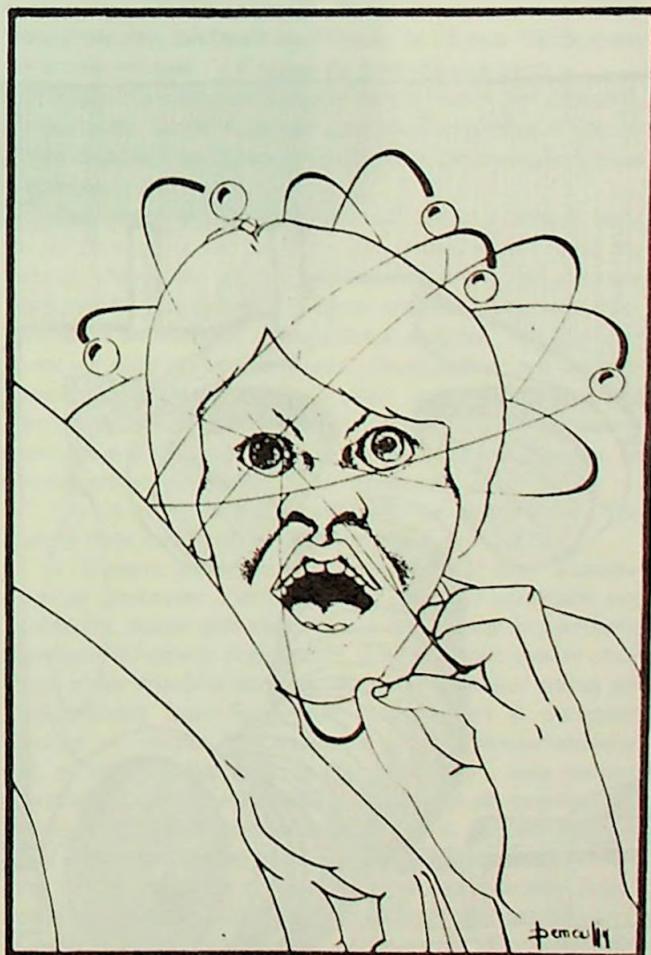
que nous avons évoqués, soit 4,5 Mtep. Cela fait une économie d'au moins 5 Mtep par rapport au programme nucléaire.

La DGRST déclare en 1975 : « Dans le seul domaine de l'industrie, on peut estimer que les aménagements techniques et les innovations qu'exige une telle mutation, demanderaient des investissements spécifiques dont le montant global sur dix ans sera de l'ordre de 30 milliards de francs, pour obtenir en 1985 une diminution de la consommation de pétrole d'une vingtaine de mégatonnes par an » (c'est-à-dire 20 Mtep). »

Lorsqu'on sait que la Délégation aux énergies nouvelles chiffre à 10,7 milliards seulement les 45 Mtep d'économies d'énergie qu'elle envisage d'ici 1985 (*Le Monde* 9.4.76) pour amener la production de 277 Mtep à 232 Mtep (chiffre de base du plan, voir a), on peut faire confiance au « réalisme » de la DGRST, et considérer les 20 Mtep d'économies d'énergie dont elle parle comme très accessibles avec la somme qu'elle avance. Dans le même rapport, la DGRST, en ce qui concerne les transports, avance des possibilités d'économies que l'on peut chiffrer à environ 5 Mtep.

D'autre part, l'IEJE emploie d'autres possibilités d'économies dans les transports (14 Mtep) et dans le secteur résidentiel et tertiaire (21 Mtep).

On est largement au-delà des 29 Mtep que nous prenions comme exemple d'économie dans les secteurs industrie et transports (voir c).



e) D'où notre exemple :

Sources d'énergies primaires (en Mtep)

Charbon :	38 dont 9 importées
Pétrole :	98 dont 98 importées
Gaz :	39 dont 31 importées
Nucléaire :	4 (existant au 1.1.76)

Hydraulique :	20
Énergies nouvelles :	
géothermique :	6
chauff. solaire	5
Récup. chaleur	4
Traitement végétaux	5
électr. décentralisée	0,8

Total : 219,8

Énergies distribuées sous forme de :

Charbon :	16,2
Pétrole :	73,3
Gaz :	20,3
Chaleur :	15
Électricité :	49,7

Les rejets thermiques dus à la production d'électricité sont, dans cet exemple, de 42 Mtep, soit le tiers de ceux du plan !

Cet exemple n'a qu'une valeur pédagogique. Il démontre :

— qu'il est, contrairement aux affirmations péremptives des technocrates pro-nucléaires, facile de se passer du programme nucléaire. Non Monsieur Puisieux, ce n'est pas « ainsi » !

— qu'avec une politique beaucoup moins volontariste que celle actuellement suivie dans le développement du nucléaire, il est possible d'atteindre les mêmes objectifs sans nucléaire. Le débat sur la croissance, l'énergie, et le type de société est très possible et doit donc s'ouvrir dès maintenant.

f) Mais, direz-vous, des propositions de ce type, ne vont-elles pas coûter plus cher que le nucléaire ?

Au contraire, on fait des économies !

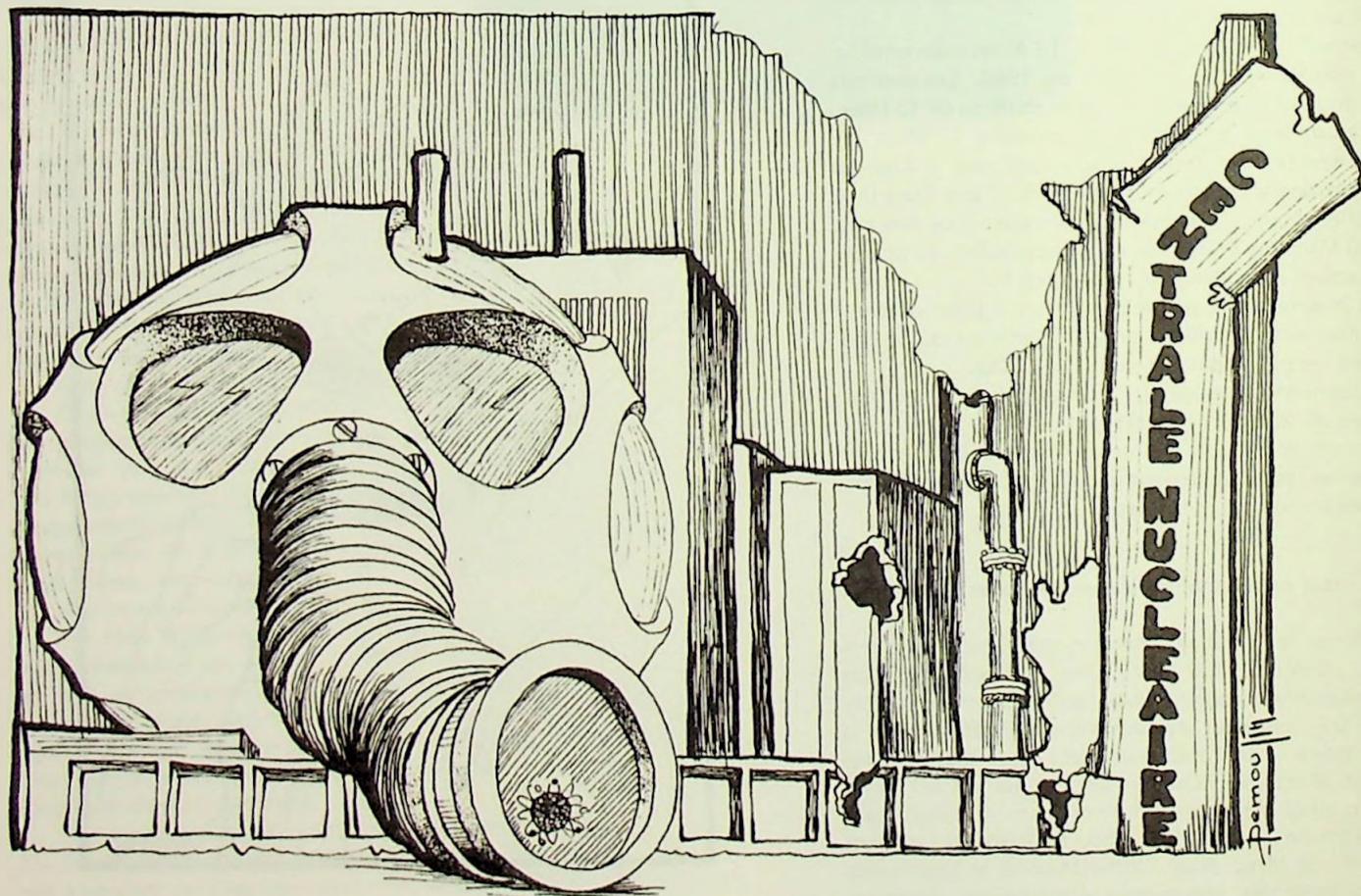
En se fondant sur un prix du kWh installé du nucléaire de 2.000 F pour une centrale, et en tenant compte du coût d'investissement de 15 à 20 % pour le cycle de combustible, on peut chiffrer à 14 milliards par an l'investissement dans le programme nucléaire. Soit 140 milliards en 10 ans.

L'exemple précédent, en exagérant fortement certains coûts, peut être chiffré, pour dix ans, à :

- développement du gaz et du charbon . . . . . 5 milliards
- énergie géothermique solaire et éolienne . . . . . 12 milliards
- hydraulique . . . . . 16 milliards
- programme d'électricité thermique classique plus récupération d'eau chaude . . . . . 35 milliards
- programme d'économie d'énergie . . . . . 32 milliards

Soit . . . . . 100 milliards

L'économie est d'au moins 4 milliards par an ! La reconversion des activités nucléaires serait donc possible ; ainsi que le développement d'importants programmes de recherche dans les économies d'énergie, des énergies nouvelles sous toutes leurs formes.



De plus, au niveau de l'emploi, on serait largement gagnant, car le fait de multiplier et de décentraliser les sources d'énergie serait un facteur multiplicatif d'emploi. Il en serait de même pour la recherche et l'orientation de l'industrie vers d'autres activités que le nucléaire. Il faut savoir que par sa très haute concentration et l'automatisation poussée, le nucléaire, s'il est un gouffre à milliards, n'est pas globalement créateur d'emplois, contrairement à ce qu'essaient de faire croire ses laudateurs.

En conclusion, nous vous livrons une réflexion de M.C. Henry (directeur du Laboratoire d'économie de l'École polytechnique) dans un article donné au *Monde* des 27-28 mai 1976. Il se prononce sur la non-rationalité économique du programme nucléaire EDF :

« Non, ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible pensent, étonnés, tant d'économistes à travers le monde, que devant le choix capital de son histoire, *Electricité de France* en reste à un tel niveau d'indigence scientifique ».

Que se cache-t-il derrière les discours des propagandistes du nucléaire ?

Mais alors, derrière ces déclarations péremptoires, terroristes et pseudo-scientifiques, que se cache-t-il au juste ? Que veulent nous cacher ces véritables sorciers de village que l'on nous promène sur scène ?

Si EDF prévoit 10 Tec par habitant dans 25 ans et y adapte l'appareil de production, il est évident que — à supposer qu'elle y arrive — l'énergie disponible sera effectivement de 10 Tec par habitant et que ces 10 Tec seront effectivement consommées.

Toute l'histoire du développement capitaliste est à cette image : mettre en place des appareils de production, puis obliger le consommateur à ingurgiter les produits ainsi créés, ou plus subtilement, on suscite des besoins pour justifier ensuite la mise en place des structures de production.

Ainsi en va-t-il de faire croire à la population qu'elle a besoin de toujours plus d'électricité, de créer une mise en condition du consommateur (angoisse quant à l'avenir, perte de confort, de l'emploi, domination des « Arabes »...) pour justifier le programme nucléaire.

Moralité, la prévision d'EDF (qui n'est qu'une hypothèse !) aura en réalité décidé de la consommation de l'an 2000. Ce type de discours concernant la société globale n'est pas neutre, il sert à préparer le développement encore plus accentué du capitalisme. De la part de la direction d'EDF, c'est un véritable abus de pouvoir.

La réponse au pouvoir électro-nucléaire ne peut donc être essentiellement technique. Il faut certes montrer la possibilité et la nécessité de diversifier des sources d'énergie, de privilégier celles qui sont renouvelables (solaire, géothermique et hydraulique par exemple) et d'une technologie qui limite la centralisation technique et politique. Mais on échappera difficilement à la logique du programme si on ne récuse pas celle du capitalisme.

Mais de quelle croissance s'agit-il ? De l'énergie pour qui et pour quoi faire ?

Où se consommeraient les 10 Tec par habitant que M. Boiteux prévoit pour l'an 2000 ? Et finalement quelles sont les forces sociales qui poussent actuellement à une telle consommation ?

La réponse s'impose : les Français ne vont point se chauffer à 40°, ils ne vont point s'éclairer avec des lampes de 500 watts, ni transformer les établissements

en hôtels de luxe. En fait les 5 Tec supplémentaires, si tant est qu'elles soient fournies, seront éventuellement consommées par l'industrie pour créer des biens qu'il nous faudra consommer de gré ou de force et qui ne répondent en rien aux besoins essentiels des travailleurs (travailler moins, vivre mieux...). Comme le montre la politique du chauffage électrique intégré, faire consommer pour gaspiller sans que l'utilisateur s'en aperçoive. L'extension du règne de la marchandise est à ce prix là.

Les capitalistes doivent faire tourner la machine économique toujours plus vite, augmenter les rythmes de travail afin d'extorquer toujours plus de profit.

M. Boiteux n'est donc pas le défenseur du bien-être et du mieux-vivre ; il est le triste représentant d'un capitalisme sauvage engagé dans une course effrénée : faire tourner la machine économique toujours plus vite.

Pour les capitalistes, il faut que l'industrie soit à même de tenir, face à la concurrence acharnée. Croître ou mourir, telle est la loi inexorable qui s'impose à toute entreprise et à l'ensemble de l'industrie dans ce système ; il faut de l'énergie, toujours plus d'énergie : on connaît le raisonnement, il a été employé pour justifier la désastreuse politique du tout pétrole, et on est en train de nous le réserver pour faire avaler le tout-électrique — tout nucléaire.

Mais c'est une politique à courte vue qui ne fait que repousser de quelques années ou dizaines d'années une question fondamentale dont la gravité et l'urgence s'imposent pourtant chaque jour davantage : la nature de la croissance industrielle et la possibilité de la maintenir longtemps.

D'ailleurs, des voix commencent à s'élever à l'intérieur même d'EDF ; ainsi, A. Robin (directeur à la direction générale), déclarait au *Monde*, le 25 mai 1976, dans un article intitulé : « Croissance énergétique zéro » :

« Du fait essentiellement de la rareté de l'espace, on est ainsi fondé à penser que les Européens n'atteindront JAMAIS les niveaux américains de consommation d'énergie... »

Que nous le voulions ou non, nous y serons sans doute contraints par la force des choses et du reste du monde. Peut-être n'est-il déjà plus temps, en Europe Occidentale, de parvenir à cette situation par une décélération en douceur : la « vitesse acquise » de la croissance est telle qu'on devra sans doute passer par un maximum (à la fin du siècle ?) pour redescendre encore vers un optimum plus modeste (trajectoire nécessairement plus difficile à piloter, sur le plan social, que le ralentissement progressif, sans régression) ».

On ne peut alors que reprendre ce qu'écrit Ph. Roqueplo dans *La Dépêche du Midi* du 15 juin 1976 :

« Devant une telle question, il faut être aveugle pour se contenter d'affirmer que l'énergie nucléaire est nécessaire, parce que sans elle, la croissance industrielle devant soi-disant impossible, il ne resterait que le chômage et les troubles sociaux. Il y a là quelque chose de tragiquement superficiel, car cela revient à accepter comme un destin inexorable la jungle concurrentielle qui, en effet, oblige à croître ou à mourir ; cela revient à accepter comme inévitable un système de guerre économique à la fois généralisé et indéfini. Or, un tel système ne peut conduire qu'à l'élimination des plus faibles, à des inégalités croissantes et à des troubles internationaux d'autant plus catastrophiques que cette guerre économique impliquerait précisément la généralisation de l'énergie — donc de l'arme — nucléaire. »

Telle est la véritable question à laquelle la possibilité du recours à l'énergie nucléaire nous confronte inexorablement. C'est, est-il besoin de le souligner, une question dont la gravité politique est considérable et en face de laquelle le raisonnement des officiels du nucléaire s'avère — il faut oser le dire — manifestement insuffisant.

### Un mythe dangereux

Au demeurant, il y a quelque chose d'illusoire à envisager un développement indéfini de la production industrielle et à invoquer ce développement pour justifier des besoins en énergie indéfiniment croissants : car d'autres limites s'imposeront à l'industrie, ne serait-ce que celle de l'eau ou des diverses matières premières. Qu'on le veuille ou non, la croissance indéfinie pour le maintien indéfini du plein emploi constitue un mythe dangereux qui ne peut conduire qu'à des contradictions et à des crises inéluctables... et non point à une élévation du niveau de vie général.

En ce qui concerne le niveau de vie, deux remarques s'imposent ici :

1. La relation entre le niveau de vie et la consommation d'énergie est loin d'être simple, ainsi les experts s'accordent à considérer comme analogue le niveau de vie de la Suède et celui des États-Unis ; or, la Suède consomme 8 Tec par habitant, et par an, et les USA près de 14, c'est-à-dire presque le double. Voilà qui donne au moins à penser.

2. Deuxième remarque : Est-il concevable que l'habitant des États-Unis élève sa consommation d'énergie à 20 Tec par an ; que celui du Japon et de l'Europe Occidentale l'élève à 10..., tandis que les pays en voie de développement passeraient en moyenne de 0,5 à 2 Tec par an ? La politique de la croissance indéfinie conduit à des inégalités qui sont non seulement normalement intolérables, mais encore politiquement explosives... surtout lorsque, pour maintenir cette croissance, on se met à disséminer le plutonium dans le monde entier. »

### 1. AUGMENTER LES RYTHMES DE TRAVAIL

Que nous enseigne la crise actuelle ? Ne voit-on pas, simultanément, s'étendre le chômage tandis que la masse des travailleurs travaille plus de 50 heures par semaine (compte tenu des transports quotidiens) ? Et d'aucuns de s'étonner : ne pourrait-on pas répartir l'ensemble du temps de travail en ramenant, à salaire égal, la semaine de travail à 40 heures, voire 35 heures ? On se rappelle la phrase de Marx : « La condition essentielle de cet épanouissement (celui du travailleur) est la réduction de la journée de travail »<sup>1</sup>. Bien sûr ! Mais le capitalisme ne peut y consentir : à salaire donné, il faut que le travailleur fournisse le plus de travail possible, donc travaille le plus longtemps possible. Que cela provoque le chômage, c'est évident, mais il ne peut en être autrement. Concurrence oblige, surtout dans le contexte de la « libéralisation des échanges internationaux ». Pour se vendre, la marchandise doit avoir le prix de revient le plus bas possible. Cette logique a conduit EDF, au moment de l'ouverture du Marché commun, à fournir à l'industrie une énergie la moins chère possible en misant sur le fuel importé (voir le rapport Fillon). C'est la même logique qui conduit le patronat à payer l'heure de travail le moins cher possible, donc, à salaire donné, à maintenir la journée de travail la plus longue possible. C'est encore cette même logique qui le conduit à répartir

ses investissements sur une masse de marchandises la plus grande possible donc à faire travailler ses machines (et les travailleurs) 24 heures sur 24 : d'où les trois huit. Qu'il en résulte du chômage, cela n'est pas sans avantages : cela donne à réfléchir aux travailleurs et les incite à se contenter de bas salaires... faute de quoi les produits soi-disant deviendraient trop chers. Alors, finies les exportations ; d'où récession, lock-out, chômage... on connaît ça par cœur ! En sorte : il est bon qu'il y ait du chômage pour assurer la croissance nécessaire au plein emploi !

Il est surtout bon qu'il y ait du chômage pour que le bas salaire des uns maintienne les conditions de possibilité des profits, des revenus, des rentes et des hauts salaires des autres.

Et si leurs revenus et salaires étaient divisés par trois, est-ce que, par hasard, les produits n'en seraient pas moins chers ?

Mais dans le système actuel, c'est aussi impensable que de voir l'ensemble du travail social équitablement réparti entre les travailleurs (suppression du chômage) ou de voir les pays industrialisés « se livrer aux Arabes ».

### 2. UNE AUTRE CROISSANCE EST POSSIBLE PAR LA REMISE EN CAUSE DU GASPILLAGE CAPITALISTE

Nous venons de voir que la croissance proposée par la classe dirigeante de la société française, à travers le programme nucléaire, n'est pas celle du bien-être mais celle du profit.

Profit maximum fondé sur un gaspillage de plus en plus effréné, gaspillage qui est devenu une nécessité pour l'extension de la production marchande et donc pour le maintien du système. Le gaspillage capitaliste est devenu une véritable institution, n'est-il pas une nouvelle sorte de marchandise qu'on est obligé d'acheter sans pouvoir la consommer ? Et il ne s'agit pas de culpabiliser les travailleurs en les désignant, comme le fait la propagande gouvernementale et patronale, comme responsables du gaspillage et de l'inflation, en leur demandant d'éteindre la lumière, de se chauffer moins et de mieux régler le moteur de leur voiture. Ce que nous mettons en cause, c'est la production de marchandise de qualité volontairement réduite (et les études faites pour la réduire). C'est cette destruction volontaire de marchandise et donc de travail humain qui est intolérable à un nombre de plus en plus grand de consommateurs et producteurs.

La société capitaliste à son stade actuel a transformé le gaspillage en nécessité. Certains de ces gaspillages sont évidents. En France, toutes les dépenses d'armement nucléaire sont faites en pure perte. Les sous-produits civils de cette technologie, matériau, technique d'usage et de gestion s'avèrent à l'expérience plus limités que ne le prétendait l'administration américaine. Mais il y a d'autres gaspillages moins évidents, mais sans doute beaucoup plus importants.

Les contraintes de la vie industrielle et urbaine créent des besoins socialement coûteux : l'automobile, les migrations de vacances, la résidence secondaire.

La spécialisation accentuée des tâches et des espaces a un coût social considérable. L'activité humaine est éclatée, chaque relation sociale devient un service, une « marchandise » qui requiert l'assistance d'un professionnel. La spécialisation des espaces, urbains et ruraux, leur inter-relation conduisent à des coûts d'entretien, de surveillance de plus en plus élevés.

1. in *Le Capital*, Ed. Sociales, fasc. VIII, p. 199.

La gestion centralisée de cette société requiert l'élaboration de règlements et de lois d'une complexité infinie, il faut les contrôler, leur application sanctionnera leur refus ou leur oubli.

Une autre croissance est possible, à condition de remettre radicalement en cause les fondements mêmes de la croissance capitaliste, c'est-à-dire les fondements mêmes de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'accumulation du capital. Elle passe nécessairement par un nouveau type de relations internationales entre pays industrialisés et pays sous-développés. Il faudra se fixer comme programme, une modification d'ensemble des relations sociales, c'est-à-dire, comme l'écrit Marx : l'ensemble « *des rapports de production et de reproduction de la marchandise et de la vie sociale* ».

Nous savons qu'avec une quantité d'énergie moindre on peut produire des valeurs d'usage très supérieures à celles qui nous sont actuellement imposées par le capitalisme.

Il est donc possible simultanément de stabiliser, voire de réduire la consommation énergétique, d'accroître le niveau de vie des travailleurs et améliorer la qualité de leur vie. Mais cela exige de nouveaux choix dans l'affectation des investissements du travail et des revenus.

Ces choix ne pourront s'accomplir entièrement que dans une société socialiste. Mais ce sont précisément les luttes menées sur des objectifs transitoires dans l'ensemble des institutions qui conduiront au renversement du pouvoir capitaliste. Au travers de succès partiels et provisoires, les travailleurs élèveront leur niveau d'organisation, de combativité et de conscience, pour aboutir au renversement de l'État bourgeois.

Les travailleurs doivent imposer que les investissements économisent le travail humain et aillent en priorité à la production de biens d'usage et non des valeurs marchandes. Cela concrètement signifie aujourd'hui :

- se battre pour des horaires de travail allégés ; ce qui apparaît comme une base de la possibilité de l'autogestion, pour avoir le temps de se former, d'avoir des échanges sociaux, de vivre un autre modèle social.
- remettre en cause la hiérarchisation des tâches rendue possible par l'élévation du niveau de connaissances.
- développer services et consommation collectifs.
- amorcer un mouvement international pour la répartition des ressources énergétiques entre les peuples.
- abandonner la stratégie et l'armement offensifs.
- donner la priorité aux transports en commun dans les villes et hors des villes. Arrêter la construction d'autoroutes au profit du doublement éventuel des routes nationales. Privilégier le chemin de fer et non plus l'avion pour les transports à l'échelle de la France et d'une grande partie de l'Europe.
- arrêter la croissance des grandes agglomérations, limiter celle des villes moyennes.
- nationaliser les terrains à bâtir sans rachat ni indemnité, sauf pour l'épargne des travailleurs.
- donner aux travailleurs le contrôle sur les grands projets. Publicité des dossiers d'investissements publics et privés. Moyens d'étude aux syndicats, aux communes et aux associations.
- donner aux ouvriers le contrôle de la production sur la qualité et les prix.
- rechercher systématiquement avec les travailleurs dans les entreprises et les quartiers des aménagements et des investissements collectifs pour le travail ménager et les loisirs.

– réduire la hiérarchie des revenus par l'augmentation du SMIG et son versement aux travailleurs, aux soldats et aux jeunes travailleurs en formation.

Et pour terminer, cette réflexion sur l'alternative globale à construire face au défi capitaliste, on peut reprendre les questions posées lors des États généraux de l'autogestion socialiste.

L'élaboration d'un contre-modèle fondé sur la production de biens d'usage est nécessaire. Il est nécessaire pour expliquer et pour comprendre.

Comment le volume et la qualité de biens d'usage nécessaires peuvent être déterminés ?

Quels sont les biens et les services collectifs qui peuvent se substituer à la consommation individuelle ?

A partir de quel moment le coût de commercialisation d'une marchandise justifie qu'elle soit rendue gratuite ?

La force de travail peut-elle encore être la mesure de tout ou partie des échanges ?

Quelle possibilité ouvrirait une forte diminution des horaires sur l'administration des entreprises, des communes de l'État et donc sur les divers appareils ?

On pourrait et on devrait prolonger ces questions, les ordonner pour aboutir à un contre-modèle. Mais il faut aussi s'interroger. Il ne s'agit pas de construire une utopie. Soixante années de tentatives de construction du socialisme et de tentatives diverses (Russie, Yougoslavie, Chine, Cuba) permettent d'éclaircir pas mal de choses. Comment cette expérience se conjugue avec les nécessités historiques. Ne faut-il pas relire ce qui est à la lumière de ce qui sera le plus vraisemblable ?

Cette problématique ne peut être conclue à quelques-uns en quelques heures ; mais il faut l'ouvrir. Dans ce domaine encore le risque le plus grave n'est pas de dire des sottises, mais de se taire.

## En conclusion

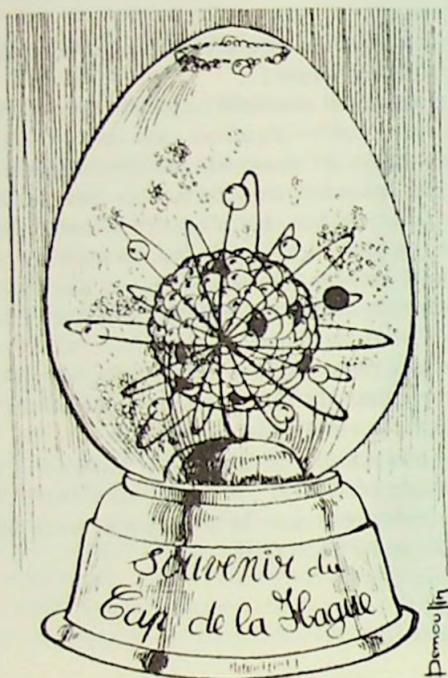
Un aménagement du programme électro-nucléaire ne suffirait pas à le rendre acceptable. Le ralentissement des réalisations, l'amélioration des conditions de sécurité ne modifieraient pas la logique capitaliste et centralisatrice du projet. La mise en place d'un gouvernement d'Union de la gauche ne rendrait pas acceptable le programme nucléaire.

De la même façon, il ne suffirait pas de reprendre les perspectives de croissance de la consommation énergétique pour y apporter une autre réponse technique. Quelles que soient les énergies alternatives envisagées, l'acceptation d'un développement n'est que la justification du développement capitaliste. Le développement de nouvelles sources d'énergie avec un doublement décennal impliquerait un nouveau degré de concentration technique, financière et politique.

Certes, les menaces d'irradiation disparaîtraient. L'encadrement policier serait plus réduit. Mais la polarisation de la production d'énergie sur quelques points, conduirait à plus ou moins long terme à défendre la « sécurité » de ces centres névralgiques, contre les grèves et les attentats éventuels. Il n'y a donc pas de contre-modèle souhaitable en dehors de la remise en cause radicale des fondements de la croissance capitaliste.

L'alternative autogestionnaire pose les problèmes au niveau de l'ensemble des structures de décision, de contrôle, de pouvoir, bref, pose le problème au niveau des rapports sociaux. Par contre, les tenants du Programme commun sont coincés dans leur « gestion démocratique » ou leur aménagement du système capitaliste, stratégies incapables de remettre en cause les finalités mêmes de la société actuelle. D'où le refus de la part du PC, du PS et de la CGT de se mobiliser réellement contre le programme électro-nucléaire. Encore un domaine où la différence entre stratégie réformiste et stratégie révolutionnaire n'est manifestement pas une vue de l'esprit.

Le rôle quotidien des révolutionnaires, partisans du socialisme autogestionnaire, est de favoriser la jonction des luttes qui se développent actuellement contre le programme nucléaire et les luttes générales de la classe ouvrière et des couches populaires.



## V. LES PROPOSITIONS DU P.S.U.

Nous venons d'étudier à grands « traits » le dossier du programme nucléaire français. Ce choix massif a été pris sans débat, sans information, sans consultation, sans contrôle. Les risques et les incertitudes sur les plans écologique, économique, politique et social sont si formidables et l'avenir si fortement et dangereusement engagé, qu'il faut donner un coup d'arrêt tout de suite, avant qu'il ne soit trop tard.

C'est pourquoi le PSU, dès 1975, a demandé :  
**l'arrêt immédiat du programme et un moratoire de cinq ans.**

### A. Quel contenu doit avoir un tel moratoire ?

1. Permettre de geler les investissements industriels dans la mesure où ceux-ci sont orientés vers la constitution d'une infrastructure énergétique d'ores et déjà opérationnelle. Ceci pour éviter que l'irréversible soit commis. Mais cela suppose de continuer les recherches actuelles sur la sécurité des installations nucléaires, et de mettre en place des commissions de sécurité financées par l'exploitant (EDF), mais gérées par le personnel d'une part et les collectivités et associations locales d'autre part, pour les centrales et usines existantes.

2. Annuler les contrats de vente à l'étranger de centrales ou d'usines de retraitement et d'enrichissement du combustible.

3. Ouvrir un vaste débat public sur les problèmes énergétiques de l'avenir, en arrachant la décision des choix à l'enceinte technocratique actuelle. En éclairant tous les aspects : écologiques, économiques, sociaux et politiques du problème, autorisant ainsi une décision vraiment démocratique.

4. L'arrêt des investissements massifs dans le nucléaire permettra de dégager les ressources nécessaires pour entamer ou amplifier rapidement des recherches diversifiées et massives sur les énergies alternatives (géothermie, solaire, éolienne, marémotrice, magnétohydrodynamique...) et les économies d'énergie. Afin qu'on puisse disposer d'une information sûre en ce qui concerne les possibilités de telle ou telle technologie.

Pour cela il faut créer des organismes de recherches théoriques, appliquées et le développement sur les énergies « nouvelles », indépendant d'EDF, du CEA et du secteur industriel.

Dès maintenant, les chercheurs des différents organismes existants (CNRS, Université, EDF, CEA...) pourraient proposer des programmes de recherche diversifiés et précis.

5. Mettre sur pied une « alternative énergétique » pour l'immédiat, fondée sur la diversification autant que possible des sources d'énergies disponibles, en privilégiant les énergies renouvelables, en refusant les concentrations excessives et les techniques élitaires.

Les travailleurs des divers secteurs actuellement intéressés doivent commencer dès maintenant à proposer des initiatives en ce sens. De même les régions et les collectivités locales peuvent exiger des initiatives et des investissements pour avancer dès maintenant.

Il peut être proposé par exemple :

- maintien de l'exploitation des mines de charbon avec une amélioration notable des conditions de travail et d'existence des mineurs ;
- nationalisation des compagnies pétrolières sans indemnité ;
- accords égalitaires avec les pays producteurs de pétrole, de gaz et de charbon ;
- chauffage urbain alimenté entre autres par les centrales thermiques et les usines de traitement d'ordures ;
- mise en exploitation immédiate des gisements géothermiques de Limagne, d'Alsace, et du Bassin parisien ;
- développement du chauffage solaire pour l'habitat individuel, voire collectif ;
- installation de micro-centrales hydrauliques ;
- préférence aux investissements qui réduisent la consommation d'énergie par rapport à ceux qui permettent d'en produire la même quantité.

### B. Un tel moratoire est souhaitable, mais est-il possible ?

Nous avons montré qu'il était tout à fait possible de se passer du programme nucléaire pour au moins les dix ans qui viennent sans remettre en cause la croissance ; qui plus est en permettant un développement de l'emploi et un coût d'investissement inférieur à celui du nucléaire. Ceci par des choix politiques et économiques beaucoup moins contraignants et volontaristes que la brutalité actuelle. Les conséquences écologiques et sociales en sont aussi nettement moindres.

De plus, il existe d'ores et déjà des possibilités de mettre en œuvre de nouvelles sources d'énergies de manière suffisante à l'horizon 1985-1990, mais ceci ne pourra réellement se faire que si des investissements

importants en recherche et développement sont faits dès maintenant, d'où la nécessité de transférer ces sommes du secteur nucléaire à ces autres secteurs.

Le moratoire est donc possible, mais qui plus est nécessaire et urgent.

### C. Comment obtenir un tel moratoire ?

Le PSU a déjà demandé depuis deux ans un tel moratoire avec de nombreux mouvements ou comités opposés au programme nucléaire, dont les Amis de la Terre, ou la CSCV. En avril 1976, la CFDT, au niveau confédéral (après que de nombreux syndicats CFDT aient pris position en ce sens), a pris elle aussi position pour demander la suspension pendant trois ans du programme nucléaire.

Par contre, ni le PS, ni le PC, ni la CGT ne se sont prononcés dans cette direction, mais depuis plusieurs mois, dans les rangs de ces organisations se font entendre des voix en ce sens. Ainsi P. Juquin (PCF), dans une interview au *Quotidien de Paris* déclarait que « le minimum est d'obtenir un moratoire sur la construction des centrales », de même de nombreuses sections et quelques fédérations du PS ont demandé l'arrêt du programme.

En général sur les sites choisis par EDF, la population se mobilise, malgré les réticences des uns et des autres au niveau national.

Le Conseil général de l'Isère, le 24 septembre 1976, adopte, après un débat contradictoire, une motion qui se termine ainsi : « Dans les circonstances actuelles, tant que ces préalables ne sont pas levés — dont la demande d'un clair débat parlementaire après travaux d'une commission d'enquête —, le Conseil général de l'Isère demande au gouvernement de surseoir au projet de construction de la centrale de Creys-Malville ». Cette décision a été suivie par le Conseil général de la Savoie quelques semaines plus tard.

Le mouvement contre le programme nucléaire se développe localement et régionalement (surtout dans les régions qui subissent l'implantation d'une centrale), mais il lui manque encore une expression à caractère national où l'ensemble des forces pourraient se coordonner et s'exprimer avec leurs particularités propres (syndicales, politiques, scientifiques, écologiques...).

Ce mouvement doit encore s'élargir et préciser ses axes et ses modes d'interventions.

Le PSU lance un appel à toutes les forces opposées au programme nucléaire pour multiplier les comités pour l'arrêt du programme et l'obtention d'un moratoire : dans les lycées, les universités, les quartiers, les entreprises...

— pour développer les coordinations départementales et régionales

— pour faire déboucher cette campagne vers un vaste rassemblement national et la constitution d'un comité national pour l'arrêt du programme nucléaire et le moratoire

— pour transformer chaque implantation de centrale nucléaire en un nouveau Larzac.

C'est en recherchant inlassablement à élargir l'action sur des bases claires, sans aucun sectarisme et en s'efforçant de faire participer l'ensemble de la population et des travailleurs que le rapport de forces se construira pour imposer au gouvernement un moratoire sur le programme nucléaire, seule réponse réaliste et efficace aux périls que fait courir à tous et à toutes la politique désastreuse des technocrates au service des intérêts capitalistes.

## V. CONCLUSION

### L'opposition du P.S.U.

L'opposition du PSU au programme électronucléaire n'est pas conjoncturelle mais absolue, pour différentes raisons. D'abord, celui-ci vise à assurer au grand capital une masse accrue de profits tout en n'apportant aux travailleurs que des conditions sociales et politiques encore plus inacceptables tant au niveau de leurs revenus que de leur santé. Ensuite, il conduit à un renforcement de la centralisation technique, financière et politique du capitalisme. En particulier, il aura des conséquences très importantes sur l'organisation de l'espace, spécialement l'espace urbain : l'intérêt à réduire la longueur et les pertes des lignes électriques poussera à des concentrations industrielles et urbaines à l'échelle des centrales. La défense et la gestion de ces ensembles exigera une concentration politique et policière sans précédent.

C'est pourquoi l'opposition du PSU à ce programme n'est pas déterminée exclusivement par la nature du gouvernement qui l'assume, car le problème est qu'un gouvernement des travailleurs ne pourrait utiliser cette structure industrielle et urbaine de façon foncièrement différente.

Lorsque le PSU demande un moratoire de cinq ans, celui-ci apparaît comme le minimum à faire pour éviter l'irréversible. Pendant un tel moratoire, le PSU se battra pour défendre son analyse et pour que la conclusion du débat complet, objectif et démocratique qui aura lieu pendant les cinq années, soit un refus net et catégorique de l'utilisation de l'électronucléaire.

Le programme nucléaire de Giscard et du capitalisme français engage l'avenir de millions de travailleurs. Pour que la lutte contre ce programme se développe et fasse reculer le pouvoir, il faut que l'opposition au programme nucléaire s'intègre aux luttes générales des travailleurs. Une des conditions nécessaires réside dans la capacité des comités, des associations, syndicats et partis se réclamant de la classe ouvrière à conjuguer leurs efforts et à aider à la constitution d'une organisation commune d'action contre le programme nucléaire.

Cette lutte enfin doit mettre explicitement en cause le gaspillage dissimulé sous l'idéologie de la croissance capitaliste afin de permettre l'alliance de la classe ouvrière et de larges couches sociales. C'est précisément parce qu'elle met en cause la finalité de la société qu'elle suscite les réserves et les refus des directions du PS et du PCF. Le rôle des révolutionnaires, en particulier des partisans du socialisme autogestionnaire est donc : d'une part, de mettre prioritairement en avant les revendications, des formes d'actions, d'organisation permettant la mobilisation du mouvement ouvrier dans son ensemble ; d'autre part, en militant au sein des associations et comités anti-nucléaires, d'aider ce mouvement à préciser ses orientations politiques.

Ainsi, la lutte contre le programme nucléaire pourra contribuer au rassemblement des forces sociales anti-capitalistes, elle pourra être une des manifestations de la subversion autogestionnaire, c'est-à-dire de la révolution socialiste de notre époque.

